

UNIVERSITE D'ANTANANARIVO
FACULTE DE DROIT D'ECONOMIE, DE GESTION ET DE SOCIOLOGIE
DEPARTEMENT DE SOCIOLOGIE
F.P.T.S.D
(Formation Professionnalisante en Travail Social et Développement)

MEMOIRE DE FIN D'ETUDE POUR L'OBTENTION DE LA LICENCE
PROFESSIONNELLE EN TRAVAIL SOCIAL ET DEVELOPPEMENT
(Promotion <<SEDRA>>)

CREDIT AGRICOLE
ET
DEVELOPPEMENT RIZICOLE

Cas de la commune rurale de Tsararano, district de Marovoay

Présenté par : ANDRIATSIMIALONA Onitiniaina
Président : Monsieur RANAIVOARISON Guillaume
Juge : Monsieur RAZAFINDRALAMBO Martial
Encadreur : Monsieur Samuel RICHARD

Date de Soutenance : 24 Juin 2010

Année universitaire : 2008-2009

CREDIT AGRICOLE

ET

DEVELOPPEMENT RIZICOLE

Cas de la commune rurale de Tsararano, district de Marovoay

FICHE INDIVIDUELLE

Nom et Prénom : ANDRIATSIMIALONA Onitiniaina

Née le : 15 juin 1987 à Ankadifotsy

Titre du mémoire : Crédit agricole et développement rizicole, cas de la commune rurale de Tsararano, district de Marovoay

Nombre de page : 68

Nombre de références bibliographiques : 22

Nombre de tableaux : 8

Nombre des annexes : 6

Encadré par : Monsieur Samuel RICHARD

Résumé :

Depuis la construction de la micro finance, cette dernière est entrée dans une grande phase de développement. Malgré cette impressionnante croissance, à Madagascar, sa portée demeure encore faible et ce encore dans plusieurs communes rurales dont TSARARANO. Les habitants de Tsararano sont composés en majeure partie de riziculteurs. Le paysage constitué de rizières témoigne de la célébrité de la commune dans la production de riz. En outre, la commune est réputée pour être un grand producteur de Marovoay mais depuis quelques années, on a pu remarquer une diminution importante de la production rizicole. Des difficultés socio-économiques sont à l'origine de cette baisse.

La présence de l'OTIV a donné aux petits paysans et paysans sans terre un certain espoir de pouvoir élever à nouveau leur production pourtant ils étaient les plus vulnérables en matière de crédit.

Généralement, des dimensions socio-économiques et psychosociologiques déterminent l'accessibilité ou non de la population au crédit fourni par une mutuelle d'épargne et de crédit comme l'OTIV. Quant au comportement de la population face au crédit, il est surtout influencé par des facteurs socio-économiques. Concernant la capacité de remboursement, elle découle du comportement de la personne en question et de son expérience

Ainsi, nous proposons, donc, de résoudre les problèmes à tous les niveaux et par la prise de responsabilité des entités concernées à savoir : l'Etat, l'OTIV, la population et les travailleurs sociaux.

Mots clés : micro finance, microcrédit, épargne, dimensions socio-économiques, comportement, accessibilité, remboursement.

REMERCIEMENTS

Tout d'abord, nous aimerons rendre grâce à Dieu qui nous a toujours accompagnés pendant les trois années d'études à la FPTSD.

Ensuite, nous tenons à exprimer toute notre gratitude à l'égard de toutes les personnes qui nous ont épaulés. Notamment :

- Monsieur RAZAFINDRALAMBO Martial, Directeur de la F.P.T.S.D
- Monsieur TSUKII Yoshifumi : Conseiller technique du Ministère de l'agriculture, Expert de la JICA qui a bien voulu nous encadrer
- Monsieur SAMUEL Richard notre encadreur pédagogique

Nous exprimons également notre profonde gratitude à l'égard du personnel du FOFIFA qui nous a accordé une partie de son temps précieux pour les apprentissages, les conseils et les informations.

Nous tenons à remercier le personnel de la formation notamment les enseignants formateurs qui nous ont favorablement conseillés et permis l'élaboration de ce MEMOIRE. Enfin, nous tenons à remercier toutes les personnes qui nous ont apporté leur soutien précieux dans sa préparation et son élaboration.

MERCI !

SOMMAIRE

INTRODUCTION GENERALE

PARTIE I CADRE THEORIQUE ET PRESENTATION GENERALE

Chapitre I : Aspects théoriques

Chapitre II : Profil monographique

PARTIE II : RESULTATS DES ENQUETES ET ANALYSE

Chapitre III : Dynamique social global

Chapitre IV : Intervention de l'OTIV dans la commune

Chapitre V : Résultats et analyses

PARTIE III APPROCHE PROSPECTIVE

Chapitre VI. Bilan

Chapitre VII -Recommandations

CONCLUSION GENERALE

Bibliographie

TABLES DES MATIERES

Annexes

LISTE DES ACRONYMES ET ABREVIATIONS

AECA : Association d'Epargne et de Crédit Agricole

AID : Agences d'Implantations et de Développement

APEM : Association pour la Promotion des Entreprises à Madagascar

CECAM : Caisse d'Epargne et de Crédit Agricole au Mutuelle

CEM : Caisse d'Epargne de Madagascar

CIDR : Centre International pour le Développement de la Recherche

CSB : Centre de Santé de Base

DID : Développement International Des jardins

D.S.N.M.F : Document de Stratégie Nationale de Micro Finance

EAM : Entreprendre A Madagascar

FERT : Formation et Epanouissement pour le Renouveau de la Terre

FOFIFA : FOibe Flkarohana amin'ny Fampanandrosoana ny eny Ambanivohitra

IFNM : Institutions Financières Non-Mutualistes

IFM : Institutions Financières Mutualistes

IMF : Institutions de Micro Finances

IRAM : Institutions de Recherche Agronomique de Madagascar

JICA : Agence Japonaise de Coopération Internationale

OTIV : Ombona Tahiry Ifampisamborana Vola

RIP : Route d'Intérêt Provincial

TIAVO : Tahiry Ifamonjena Amin'ny Vola

TPE : Très Petite Entreprise

INTRODUCTION GENERALE

1. Généralités

A Madagascar, le secteur principal est l'agriculture, exercée par quatre vingt pour cent de la population active. Etant donné le fait que cette population agricole forme une très grande proportion, le processus de développement du pays ne pourrait être efficace sans le souci d'encadrer cette majorité de la population. Autrement dit, le développement du pays dépend du développement de l'agriculture.

Jusqu'à maintenant à Madagascar et au moins depuis une décennie, la population rurale n'a cessé d'être l'objet es différents projets visant à étendre la possibilité d'exploitation des ressources paysan ales.

2. Pertinence du problème au plan local et choix du thème.

Depuis les 10 années d'expérimentation et de construction de la micro finance, cette dernière est entrée dans une phase de développement qui est caractérisée par :

- une croissance remarquable des activités des institutions de micro finance (épargne et crédit)
- l'apparition de leaders professionnels dans les domaines de la collecte d'épargne, de la gestion du crédit et dans l'innovation en termes de produit et services.
- une professionnalisation du secteur avec des associations d'institution de micro finance dynamiques et représentatives.
- des acteurs (IMF, banque, gouvernement et bailleurs de fonds) engagés dans l'application des pratiques optimales.

Cependant, même si nous avons pu constater une impressionnante croissance ces dernières années, la portée du secteur demeure encore faible. En effet, à la fin de l'année 2002, seulement 5% des ménages malgaches avaient accès aux services financiers fournis par les IMFS du secteur.

Selon le document de stratégie nationale de micro finance (D.S.N.M.F), une estimation variant de 5% à 15% du taux d'emprunteur est faite sur la période de 2004-2009, la demande potentielle de crédit se situerait entre 55 milliards ariary et 241,2 milliards ariary pour un nombre de clients emprunteurs entre 172 000 et 592 000. A cet effet, le microcrédit occupe une place importante à Madagascar que ce soit au niveau du gouvernement, des bailleurs de fonds ou encore des ménages malgaches, c'est la raison

pour laquelle nous avons choisi le thème : **CREDIT AGRICOLE ET DEVELOPPEMENT RIZICOLE. Cas de la commune rurale de Tsararano, District Marovoay.**

3. Choix du terrain et problématique

L'intérêt de la présente étude porte essentiellement sur l'octroi des crédits de masse destinés à accroître la production et la productivité de petites et moyens paysans et de là à améliorer leur condition de vie.

Pour ne pas s'éloigner du concret, il est nécessaire d'analyser les aspects de la réalité sociale en prenant un exemple de terrain significatif comme : « la commune rurale de Tsararano, district de Marovoay » qui est très touchés par le problème afin d'aboutir à une généralisation de problématique empirique du milieu rural. Dans cette ordre d'idée, il nous est impératif de nous immiscer dans les profondeurs du réel pour ensuite se rendre compte de la question suivante : « dans quelle mesure un système de crédit est il viable tant pour les paysans que pour l'organisme prêteur ? »

Pour ne pas alourdir exagérément cet ouvrage, nous en avons restreint le champ à la riziculture, la principale activité de la population de la commune précitée. En outre, la majeure partie des paysans sont des riziculteurs, aussi Marovoay est réputée être le second grenier à riz de Madagascar après Ambatondrazaka.

4. Objectifs de la recherche

Cette recherche a comme objectif principal l'amélioration du niveau de vie de la population au niveau local, régionale, national à partir des dynamiques générées par les IMFS.

Ses objectifs spécifiques :

- Développer la riziculture avec le renfort du crédit agricole
- Passer d'une économie de subsistance à une économie de marché

5. hypothèses

Toute recherche sociologique commence par la formulation d'une question de départ que nous avons énoncé dans la problématique et qui se poursuit par la construction d'hypothèses que nous allons voir ci après. C'est surtout en relation avec la présence d'une forte demande potentielle de crédit en milieu rural qu'un débat sur le crédit agricole et le

développement rizicole est nécessaire et utile. Nous avons avancé les hypothèses suivantes : un système de crédit est viable tant pour les paysans que pour l'organisme prêteur dans la mesure où :

- Les petits riziculteurs y accèdent
- Les paysans se comportent comme un gérant rationnel
- Le crédit rend service à l'emprunteur sans mettre en danger le prêteur.

6- Méthodologie

Les informations contenues dans ce rapport ont été obtenus à partir d'un plan d'analyse. Par ailleurs, les cours de méthodologie dispensés en classe nous ont permis de recueillir toutes les informations nécessaires à l'étude du thème, notamment :

- L'observation directe : l'objectif est de capter les situations, les comportements au moment où ils se produisent et sans intermédiaires (parole, document). Un utilisateur n'est pas toujours en mesure d'expliquer ce qu'il fait mais en revanche capable de la montrer, ceci non par manque de bonnes volontés ou de capacités mais plutôt en raison des difficultés à abstraire et à verbaliser les tâches qu'il effectue quotidiennement et de façon routinière. L'observation est une méthode extrêmement efficace pour prendre connaissance de la réalité effective du terrain pour autant qu'on y passe un certain temps. Beaucoup d'informations ont pu être recueillies grâce à cette technique et il se traduit donc par notre immersion totale au sein du groupe.

- L'interview

Cette méthode nous a permis aussi de cerner les informations pertinentes car elle nous permet d'avoir directement l'avis des gens sur la situation et faits exposés. Il est parfois :

- Directif : le but est d'avoir directement les informations sur le sujet. Pour ce faire, il faut diriger les réponses avec des questions fermées.
- Semi-directif : dans ce deuxième type d'interview, on dirige petit à petit les réponses.
- Non-directif : la personne interviewée est libre à répondre à ce qu'elle veut.

- La documentation

L'objectif d'une documentation est de recueillir le maximum d'information sur le sujet. Nous avons eu beaucoup de documents pour nous permettre de connaître au mieux et au préalable le monde de la micro finance.

Cette technique nous a beaucoup aidés non seulement lors du terrain mais aussi et surtout dans l'analyse du thème.

Tout au long de toutes ces méthodes, nous avons appliqué la prise de note, un outil important dans la recueille d'information. Après avoir eu les informations, nous avons procédé à la sélection de ces dernières et au tri des donné

Lors d'une enquête on ne peut pas utiliser toute une population concernée par la recherche, il faut la réduire c'est à dire tirer un échantillon.

Au cours de notre enquête, nous avons eu quatre catégories de population cible à savoir :

- les employées de l'OTIV,
- les personnes ressources locales (Maire, conseillés, etc),
- autres personnes ressources (Ray aman-dreny, technicien...),
- les riziculteurs.

Ces populations représentent respectivement des pourcentages de : 7,54 ; 16,98 ; 50,94 et 24,52.

Tableau 1 : Répartition par catégories de l'échantillon

Catégories	Nombre
- employés de l'OTIV	4
- Les personnes ressources locales	9
- les riziculteurs membres de l'OTIV	27
- les riziculteurs non-membres de l'OTIV	13
TOTAL	53

Source : enquête personnelle, Mars2010

Tableau 2 : Répartition de l'échantillon par catégories et par sexe

Catégories		Sexe	
	Masculin	Féminin	TOTAL
- employés de l'OTIV	3	1	4
- personnes ressources locales	9	Ø	9
- les riziculteurs membres de l'OTIV	20	7	27
- les riziculteurs non membres de l'OTIV	6	7	13
TOTAL	38	15	53

Source : enquête personnelle, Mars2010

Aussi pour mener à bien cette étude, différentes approches ont été adoptées à savoir : conceptuelle, sociologique, structurelle et participative.

L'approche conceptuelle nous a donné des définitions sur la nation de développement et ses corrélations ; l'approche sociologique nous a permis de savoir le social et l'individu ; l'approche psychosociologique a permis d'avoir une idée sur les raisons des attitudes des agriculteurs ; l'approche structurelle a permis de déterminer les causes du désarticulation de l'économie dans les pays sous développés et enfin l'utilisation de l'approche participative a permis d'analyser tous les facteurs de développement essentiels.

7- Facteur limitatif

Au cours de notre enquête, nous avons opté pour l'approche probabiliste en raison de la difficulté à appréhender les enquêtés surtout les riziculteurs. Par-dessus tout, l'enquête n'a pas pu être aboutie à sa perfection sous l'influence des incapacités des gens à répondre aux questions posées soit par faute de temps, soit par incompréhension tout court.

Aussi, les problèmes de communication ont constitué un obstacle à l'interaction entre quelques membres de notre équipe qui ne maîtrisaient pas le dialecte du terroir et des populations. On a remédié à cette contrainte en sollicitant l'aide d'un interprète et du guide local.

Le temps qui nous est imparti était assez court mais nous imposé rigueur et souplesse surtout dans l'enquête et l'analyse des informations pour ne pas perdre de vue les résultats à atteindre.

8- Plan

Cette étude comprendra trois parties distinctes à savoir :

- Cadre théorique et présentation générale. C'est dans cette première partie que nous allons présenter les approches théoriques que nous avons adopté pour notre étude et les profils monographiques de la population étudiée.
- Analyse du thème précitée, cette partie comprendra les résultats d'enquêtes et les analyses.
- L'approche prospective : c'est dans cette troisième et dernière partie que nous procéderons aux recommandations.

PARTIE I : CADRE THEORIQUE ET PRESENTATION GENERALE

Cette partie a pour but de nous faire connaître, d'une part les différentes approches théoriques auxquelles nous avons fait référence durant notre étude et le descriptif de l'entité étudiée d'autre part.

Elle comprendra plus précisément les aspects théoriques et le profil monographique de la commune.

CHAPITRE I : ASPECTS THEORIQUES

Différentes approches ont été adoptées pour mener à bien notre étude à savoir :

- l'approche conceptuelle qui nous donnera plus de détails sur la notion de développement et ses corrélations,
- l'approche sociologique qui mettra en évidence le social et l'individu,
- l'approche psychosociologique parlant des facteurs déterminants l'attitude de l'agriculteur,
- l'approche structurelle parlant de l'économie du pays

Aussi, c'est dans ce chapitre que nous aborderons l'état du secteur de la micro finance autrement dit les différentes définitions concernant la micro finance se trouveront dans ce présent chapitre.

Section 1 : Approche conceptuelle.

1 - Le développement selon la RMDH publié par le PNUD

La notion de développement et ses corrélations sous développement et pays en développement sont apparues dans le cadre du nouvel ordre mondial résultant de la seconde guerre mondiale. Le terme « développement » est un concept et il évolue dans le temps et dans l'espace.

Selon le RMDH, on entend par développement : « un processus qui permet d'élargir la gamme de choix qui s'offre à l'individu durant son existence ». Il s'agit de lui donner toutes les chances de vivre longtemps et en bonne santé. Ainsi, l'on est passé du développement économique des années 60 70 au développement humain qui a émergé dès les années 80

2 - Le développement selon F. PERROUX

F. PERROUX précise que : « le développement est la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui rendent apte à faire croître cumulativement et durablement son production réel global » ¹En effet cette théorie combine deux notions fondamentales : le développement est une modification du comportement individuel et social, son premier objectif est économique et quantitatif. Le développement est donc un phénomène induit c'est-à-dire une réaction qui se déclenche à

(¹) F PERROUX, dans l'Economie du 20 « siècle, PUF 1961, p557

l'intérieur de l'individu et de son groupe social, sous l'influence conjuguée et interdépendante d'incitation extérieur et de tendance et impulsion intérieur. En d'autre terme, c'est une croissance économique et une mutation sociologique voulue et assimilée et se développe, ce n'est pas seulement acquérir quelque chose, c'est surtout devenir quelqu'un c'est-à-dire exploiter et épanouir ses virtualités.

3 -La notion de développement économique

Par « développement économique nous entendons ici un processus sociologique continu entraînant un accroissement progressif de la production moyenne par habitant dans la collectivité considérée. Pour cela, il faut évidemment que la production globale augmente plus vite que la population.²

Si nous parlons de processus « continu », c'est qu'il ne s'agit pas d'obtenir une amélioration isolée, acquise une fois pour toute, il s'agit là d'un domaine essentiellement gouvernemental, même si les plans qui s'y rapportent demeurant parfois insuffisants ou incomplètement appliquées.

.

Section 2 : Approche sociologique

1 - L'importance de la confiance dans les rapports sociaux

« La confiance est un important lubrifiant des rapports sociaux

Elle est extrêmement efficace : cela évite beaucoup de complication que de pouvoir faire raisonnablement, confiance à la parole d'autrui. Malheureusement ce n'est pas une marchandise que vous pouvez acheter très facilement. Il n'existe pas de marché ouvert sur lequel il soit techniquement possible d'échanger ce bien, en supposant même que cela ait un sens ». Kenneth Arrow, the limits of organization, 1974

Pour inspirer cette confiance, en matière de crédit, il faut que l'organisme de crédit démontre par l'attitude de tous ses employés, qu'elle vise réellement à rendre service.

(²) H. BELSHAW ; dans le crédit agricole dans les pays économiquement sous- développés, Rome 1959, p1.

2 - « Le degré de rationalité d'une action quelque soit sa nature dépend de la structure du champ où l'agent agit socialement ».³

Le rayon de prévision, la capacité de mettre en rapport les moyens et les buts dans leur évolution dans le temps et selon des critères objectifs d'efficacité, le pouvoir créateur même de la volonté ou de la pensée, ce sont là des éléments qui s'organisent en dehors de l'individu qui va déterminer sa façon pratique d'adaptation.

3 - La nécessité d'une formation

Nombreux pensent que la pratique se perfectionne sur le tas dans l'exploitation, pourtant, ils se plaignent d'une insuffisance de connaissance générale de base qui ne leur permet pas de progresser et surtout de s'adapter rapidement d'où l'importance de la formation. Selon J LECAILLON : Seul la spécialisation des fonctions permet à chaque individu, à chaque région et à chaque Nation de tirer le meilleur parti possible de toutes leurs aptitudes et de toutes leurs ressources »⁴

L'avantage d'une formation donnée sur de tels bases serait d'être accélérée. Elle irait droit au but, elle n'enseignerait pas toute la physique pour faire saisir quelques principes de mécanique agricole, ou toute la chimie pour faire comprendre comme doivent être utilisés les engrais, ou toute la botanique pour expliquer comment les plantes cultivées réagissent face aux divers sols, climats ou pratiques culturales. Il ne serait inculqué de chacune de ces branches que les notions nécessaires pour la conduite de l'exploitation. La personne est invitée non pas à meubler sa mémoire, mais à constamment remonter par le raisonnement aux causes, à savoir discerner les liens constants existants entre des phénomènes variables.

4- Caractéristiques des sociétés paysannes et inaccessibilité au crédit

L'agriculture paysanne s'apparente sur beaucoup de points à l'agriculture commerciale. Comparée à l'entreprise industrielle moyenne, la ferme-type de la plupart des pays opère à échelle plus réduite, que l'on considère la main d'œuvre employée, les capitaux investis ou le chiffre d'affaires annuel. Tributaire des conditions atmosphériques, tenue de veiller attentivement aux cultures et au bétail, astreinte enfin à une succession irrégulière d'opérations, elle est moins à même de se mécaniser et de normaliser sa production. Cet ensemble de contingence oblige à régler étroitement les travaux agricoles

³ Karl MANNHEIM, in « Essays on the sociology of knowledge », Londres, 1952.

⁴

en fonction de conditions naturelles variables, cependant que l'absence de tout moyen de pointage mécanique et l'étendue matérielle de l'exploitation par rapport aux quantités produits et à la main-d'œuvre employée rendent généralement le contrôle de l'élément travail plus difficile que dans le secteur industriel, aussi, les dimensions exprimées en main d'œuvre employée et en quantités produites, sont elles plus faibles. Du fait de cette dimension réduite, de la plus grande difficulté d'appréciation des risques techniques, enfin des risques commerciaux additionnels inhérents à certaines facteurs, le secteur agricole se prêt moins bien à la constitution d'un capital fixe par actions. Il lui est en même temps difficile de réunir des fonds par d'autres moyens, tant en raison des risques eux mêmes que par suite des larges différences de fertilité qui compliquent l'évaluation des terres, de l'importance nécessairement attribuée aux qualités personnelles de compétence et d'intégrité des emprunteurs

5- Catégories sociales et capacité de remboursement

Les gens riches peuvent s'équiper afin de produire plus, ce qui leur permet d'avoir de gros revenus, alors que les pauvres n'ont pas les moyens d'investir et de sortir de leur état.

On constate d'autre part l'existence d'une sorte de cycle de vie :

- Les jeunes exploitants qui n'ont pas des revenus élevés doivent lourdement s'endetter pour s'équiper. Leurs possibilités de remboursement sont faibles.
- Les exploitants plus âgés, installés depuis longtemps que grâce à leurs revenus relativement élevés peuvent épargner et ont pu se désendetter. Leur capacité de remboursement est élevée.

Dans la commune de Tsararano, certains paysans représentent un risque et un danger pour l'organisme prêteur parce que leur capacité de remboursement est faible

6-Théorie Durkheimienne

La division du travail concerne la répartition des rôles et les fonctions entre les membres d'une société. Elle jouerait un rôle beaucoup plus important que celui qu'on lui attribue d'ordinaire. Elle ne servirait pas seulement à doter nos sociétés d'un luxe, elle serait une condition de leur existence. C'est surtout par elle que serait assurée la cohésion.

Il y a cohésion lorsque la société conserve son unité : elle est capable de faire coexister ensemble et de façon harmonieuse les individus qui la constituent.

Section 3 : Approche psychosociologique

Les caractères propres à la personnalité de l'agriculteur

L'attitude de l'agriculteur est déterminée par la formation particulière que lui donne son métier et par les caractères du milieu où il vit. Il ne perçoit donc pas la réalité de la même manière que le citoyen. Alors que le citoyen témoigne, dans l'ensemble, d'un esprit rationnel et tourné vers l'analyse, on rencontre chez l'agriculteur un esprit d'intuition qui est plutôt tourné vers la synthèse.

Ces démarches de la pensée sont différentes mais elles sont également valables en regard de la science. Leur association devrait donner de bons résultats.

Deux traits caractérisent véritablement l'exploitant agricole : il exerce son activité dans le milieu biologique, il est un pôle de décision.

1- L'agriculteur opère dans le milieu biologique

L'agriculteur travaille une matière vivante, dont les composantes sont interdépendantes les unes par rapport aux autres. Il ne lui est pas possible de modifier l'un des éléments de cet équilibre biologique sans agir sur la totalité. La décision de l'agriculteur est donc, toujours caractérisée par une certaine incertitude : ses activités mettent en cause une structure complexe : jamais il ne sait de quelle manière exactement cette structure se trouvera modifiée. Cette formation biologique apporte à l'agriculteur- la notion de temps : devant un événement nouveau, le paysan emprunte volontiers l'attitude qui lui est propre dans ses champs, quand il a semé, il sait attendre la levée du grain. On interprète souvent comme de la routine la réticence du paysan à modifier avant expérience des mécanismes qui lui sont familiers.

- l'habitude de la synthèse : parce qu'il gère un ensemble complexe, l'agriculteur doit avoir une vision globale des problèmes. La crainte de se tromper en raison de l'oubli d'une vision de l'oubli d'une donnée susceptible d'influencer sa décision contribue à expliquer la routine et même la méfiance de l'agriculteur. Cette méfiance apparaît en particulier chez les agriculteurs peu-formés. Toutefois, au fur et à mesure que sa formation s'améliore, il modifie son attitude.

2 - L'agriculteur est un pôle de décision

L'agriculteur assume des responsabilités dans l'exploitation et dans ses organisations professionnelles.

L'exploitation pose toujours à celui qui la gère une multitude de problème qu'il doit résoudre simultanément. Cela est vrai plus particulièrement pour l'agriculteur, dont le travail se prête mal à la spécialisation en raison du grand nombre d'intervention différentes, successives et de durée limitée qui s'échelonnent au cours des saisons.

On constate que l'ouverture au progrès croît assez régulièrement avec la surface des exploitations car une grande surface permet un meilleur équipement et donne à ceux qui la recherchent pour progresser, une disponibilité accrue.

Dans la commune, nombreux sont ceux qui veulent pratiquer des nouvelles techniques, mais par peur d'échouer, ils procèdent aux essais avant de se lancer ce qui influe beaucoup leur comportement face au crédit.

Section 4 : Approche structurelle dans les pays sous-développés

En adoptant une approche structurelle, l'économie d'un pays développé apparaît comme une machine, toutes les activités qui agissent dans la vie économique sont solidaire : industrie, banque, consommateurs... sont d'un rouage d'une vaste machine. Par contre, l'économie d'un pays sous-développé ne présente pas une telle cohésion. Des éléments de la machine économique n'embraye pas les uns sur les autres et ceci pour deux principales raisons : l'économie est désarticulée en plusieurs secteurs plus ou moins indépendants ; elle est influencée par des facteurs extérieurs qui empêche l'engrènement de tourner.

L'économie des pays sous-développés est une économie dominée. Elle subit à la fois des dominations intérieures et extérieures.

1-Domination intérieure

Les structures agraires empêchent les agriculteurs de vivre aisément et d'embrasser sur la vie moderne. En outre, les parcelles cultivées ne permettent pas une culture intensive, s'ajoutant à ceci, le manque de connaissance ne permet pas une utilisation correcte du sol. En plus, le métayage largement utilisé freine l'effort des paysans : pourquoi produire plus alors que la majeure partie revient au propriétaire ? Cette situation fait que le paysan de l'intérieur est doublement exploité : les collecteurs fixent le prix des produits de part le manque d'infrastructure routière mais encore, les propriétaires terriens prélèvent une partie de la production sans avoir apporté un quelconque soutien tout au long du processus cultural.

2 - Domination extérieure

Les groupes internationaux investissent et créent des enclaves qui désarticulent l'économie. Par besoin de budget, l'Etat va demander de l'aide à l'extérieur et raffermir de ce fait la situation de dépendance de l'économie nationale par rapport au pays dominant.

L'économie des pays sous-développés est donc à la fois désarticulée et dominée et c'est la nature profonde de la cause du sous-développement. La lutte pour le développement doit donc passer par la restructuration de l'économie, la lutte contre la désarticulation tant sociologique. Economique, la transformation des dominations en simple interdépendance.

L'économie de la commune de Tsararano subit une domination intérieure du fait de la situation socio-économique encore défavorisée.

Section 5 –Approche participative

Nombreux étaient les modèles de développement avancés en vue de lutter contre la pauvreté. Mais, les méthodes d'approches utilisées n'arrivaient pas à atteindre la grande majorité des paysans. L'approche participative semble apporter les éléments nécessaires pour combler cette lacune.

En effet, elle vise à responsabiliser la communauté, à analyser tous les facteurs de développement essentiel et les amener à une structure locale du travail. Ainsi, des techniques quantitatives y sont utilisées. Elle facilite la collecte des données et la recherche par la participation effective des sujets eux-mêmes.

Section6- Etat du secteur de la micro finance

Cette section nous donnera plus de détails sur la micro finance et le microcrédit, ainsi que l'historique de création des institutions de micro-finance.

1 - La micro finance

La micro finance consiste en une collecte d'épargne et un financement des petits producteurs ruraux et urbains, relativement pauvre ou tout du moins exclus du système bancaire traditionnel.

Entre autre, la loi n° 2005-016 du 29 septembre 2005, relative à l'activité et au contrôle des institutions de micro finance comme étant : « un offre à titre habituel de services financiers de proximité à des personnes physiques ou morales n'ayant généralement pas accès au système bancaire traditionnel. Ce sont des services générateurs

de revenu permettant à cette catégorie de la population d'améliorer son niveau de vie, atteindre une meilleure intégration sociale et d'accéder à un développement humain durable ».

La micro finance a deux objectifs :

- Favoriser l'accès des petits producteurs exclus du circuit bancaire à des services financiers adaptés à la taille de leurs activités.
- Réaliser une meilleure collecte d'épargne des ménages et des petits entrepreneurs par la réinjecter dans le circuit économique.

2- Le microcrédit

Puisque le crédit constitue la raison d'être de ce mémoire, il convient de définir le microcrédit.

Le microcrédit consiste en un accord de prêt à des personnes physiques ou morales pour l'utiliser à leur façon, à leur profit et qui doit être remboursable à une certaine échéance.

Le microcrédit est l'une des services de la micro finance.

Par ailleurs, la loi n° 2005-016 du 29 septembre 2005, relative à l'activité et au contrôle des institutions de micro finance comme étant : « un acte par lequel une institution de micro finance met ou promet de mettre des fonds à la disposition d'un tiers, personne physique ou morale, ou prend dans l'intérêt de ce tiers un engagement par signature, un cautionnement ou une garantie ».

Les principaux objectifs du microcrédit sont : l'incitation à la production, l'accroissement de la productivité et la lutte contre la thésaurisation afin de réduire la pauvreté et améliorer le niveau de vie.

3 – Autres définitions

a-Epargne

- Sont considérés comme épargne « les fonds reçus de leurs membres par les institutions de micro finance mutualistes, sous forme de dépôts, autres que les apports en capital, les droits d'adhésion et les cotisations, avec le droit d'en disposer dans le cadre de leurs activités, à charge pour elles de les restituer » ne sont pas considérées comme « épargne » « fonds de garantie » qui ne seraient déposés par le client qu'après décision d'octroi de crédit.

Les épargnes sont à vue et à terme. Les dépôts à vue qui constituent la plus grande partie de l'épargne mobilisés ne sont pas rémunérés tandis que les dépôts à terme sont rémunérés de 4,5 à 6,5% par an.

b- les fonds de garantie

Ce sont des sommes reçues en garantie du remboursement des crédits allouées déposées par les clients après décision d'octroi de crédit

c-Dépôts obligatoires :

Ce sont les sommes d'argents nécessaires à l'obtention de crédit.

4 - Historique de la création des institutions de micro finances.

La promotion des institutions de Micro finances remonte dans les années 90. Les défaillances du système bancaire, surtout en milieu rural, ont incité le Gouvernement malgache à les promouvoir.

La fin des années 90 a vu l'émergence de ces IMFs, si auparavant, le secteur de la micro finance était le privilège de la Banque Nationale BTM. La BTM accordait certes des crédits au paysannat, mais celle-ci n'atteignant qu'une frange limitée de la population rurale. La création des IMFs a été favorisée par⁵

- Le gouvernement malgache, par le biais de la mise en place de cadre institutionnel pour le développement et la régulation du secteur de la micro finance.
- Les Bailleurs de fonds (Banque Mondiale, Programme des Nations Unies /Fonds d'Equipeement des Nations Unies, Union Européenne, Agence Française de Développement, Coopération allemande....)
- Les Agences d'Implantation et de Développement internationaux (AJD) ou les opérateurs qui assurent l'encadrement technique des IMFs, tels que le Développement International Desjardins, le FERT ou Formation et Epanouissement pour le Renouveau de la Terre), l'IRAM (Institution de Recherche Agronomique de Madagascar). CIDR (Centre International pour le Développement de la Recherche).

La période qui va de 1990 à 1995 a ainsi vu la création de nombreux IMFs qui peuvent être catégorisées en 2 types :

⁵ Site Internet sur la Micro finance à Madagascar : <http://w.w.w.madagascar.Contacts.com/microfinance>

- Les Institutions Financières Mutualistes (IFM) : CECAM, AECA, OTIV, TIAVO.
- Les Institutions Financières non mutualistes (IFNM) : SIPEM, VOLAMAHASOA, APEM, EAM, CEM.

Depuis 1996, les réseaux de micro finance se sont consolidés et étendus dans plusieurs régions de l'île. Le réseau OTIV ou « Ombona Tahiry Ifampisamborana Vola » fera l'objet de la présente étude.

Ce chapitre a été conçu pour nous faire part des différentes approches que nous avons adoptées pour notre étude que ce soit conceptuelle ou sociologique ou psychosociologique et participative car l'organisation et l'exploitation des données de terrain doit respecter une certaine ligne d'approche. Mais utiliser ces approches semble insuffisant si on ne se réfère pas à la monographie, c'est la raison d'être du chapitre suivant.

CHAPITRE II : PROFIL MONOGRAPHIQUE

Il est indispensable de connaître les éléments entrant dans la construction du social c'est-à dire la réalité sociale. Ainsi, ce chapitre nous donnera plus de détails sur la commune ou nous avons effectué notre terrain. Il mettra en évidence :

- la présentation physique qui comprendra l'historique de la commune, sa situation géographique et son délimitation administrative
- l'aspect social parlant des différents données socioéconomiques de la commune.

Section 1 : Historique, situation géographique et délimitation administrative

1. Historique

a) Origine du nom de la commune

Le nom du village Tsararano, littéralement de l'eau pure qui a un bon goût est apparu vers le début de l'année 1920 avec l'arrivée d'une équipe des colons étrangers venus s'y installer. Ces derniers ayant bu l'eau que leur ont servi les habitants du village ont émis la remarque que cette meilleure et la plus pure qu'ils jamais goûté d'où l'appellation TSARARANO

b) Histoire de son peuplement et de sa migration

Les Sakalava étaient les premiers occupants du village de Tsararano. D'autres populations vinrent s'y installer plus tard notamment avec l'arrivée des colons qui avaient décidé d'y implanter leurs activités, des projets de recherche en particulier. En plus des esclaves qui les accompagnaient, ces derniers avaient recruté un nombre important de main d'œuvre et employés d'origine ethnique différente. D'où l'hétérogénéité de la population locale de Tsararano

c) Autre fait marquant l'histoire de Tsararano fut la découverte d'une nouvelle variété de riz de base dénommée : « ali-combo et boina 1329 »

Vers 1955, une femme appelée RAMAROBÉ chef de l'équipe des femmes qui s'occupaient de l'épuration des semences de riz sur pieds avait découvert, par hasard, dans la parcelle de rizières appartenant à monsieur ALI COMBE un étrange pied de riz qui ne ressemble à aucune autre variété de riz.

Personne n'avait été en mesure d'identifier cette nouvelle variété pas même le célèbre chercheur de renommée internationale monsieur

DOBELMAN chef de l'institut de recherche agronomique de Madagascar (IRAM) et de la station agricole de Tsararano.

Ce ne fut qu'après la maturité des panicules que l'on est pu avoir une idée des caractéristiques physiologiques et écologiques du pied étranger. Et c'était seulement bien plus tard, à l'issue d'un long procédé de recherches que DOBELMAN a pu affirmer son caractère hybride naturel donnant du riz de luxe répondant aux normes requises. On lui avait donné le nom du propriétaire de la rizière : « ALI COMBO »

De nombreux essais de multiplication ont suivi cette découverte, entre autre, la pratique d'un hybride artificiel effectué par la combinaison de TSIPALA M avec l'ALI COMBO. Deux nouvelles variétés furent issues de cette hybridation : le BOINA 1329 et l'ALI BE. En ces temps là, le village de Tsararano, reconstruit à transformé devaient un endroit particulièrement accueillant et attira beaucoup de visiteurs.

Le village présentait, en effet, un attrait particulier avec la cité des travailleurs où les habitations étaient bien rangées et bien en ligne de part et d'autre du grand axe à l'entrée du village. Les routes et les rues à l'intérieur du village étaient bien tracées et bordées de plantations de palmiers et plantes vivaces à fleurs.

Les cités des cadres de la station agricole (service multiplicateur de semence), de l'IRAM (Institut de recherche Agronomique de Madagascar) et ceux des enseignants du CAM (collège Agricole de Madagascar) étaient regroupées au cœur du village.

Outre la grande métamorphose opérée dans le village de Tsararano, les nouveaux venus ont fait de l'endroit un grand centre de recherches à caractère agricole. Nombreuses activités y étaient pratiquées, telles que des recherches en technique de production de semences de riz, de plantes de toutes espèces et d'animaux de race bovine, avine et porcine.

Des essais d'application des recherches en matière de lutte contre les ennemis de la culture y étaient également procédés.

d) En ce qui concerne le statut administratif de Tsararano :

Il s'agissait, auparavant, d'un village rattaché au Canton d' Ambolomoty. Vers 1960, Tsararano devient une commune et reçut son premier Maire en la personne de monsieur RAJAONANDRASANA Toussaint. En 1976, avec l'avènement de la 2^e République, Tsararano reçut l'appellation de « Firaisam-pokontany »

Suite à l'évènement de 1991 et par le biais de la constitution du 1992, Tsararano devient une commune rurale.

2. Situation géographique et délimitation administrative

La commune rurale de Tsararano, sous préfecture de Marovoay, se trouve dans la région BOENI, province autonome de MAHAJANGA. Située à une distance de 10km du chef lieu de la sous-préfecture de Marovoay et à 23 km de l'axe routier de la RN4, la commune de Tsararano est accessible par la RIP 8B. Elle couvre une superficie de 300km² et comprend dix (10) fokontany dont Betafo, Tsararano, Madirokely, Ambanjabe, Tsaramandroso, Betaramahamay, Bevary, Bekalila, Tsiasesy, et Andranomangatsiaka.

Le communes limitrophes :

- Au Nord : commune rural d'Ambolomoty
- Au Nord-Ouest : Marovoay ville
- A l'Ouest : commune d'Anosinalainolona
- Au Sud : Ankijabe
- A l'Est : commune de Marosakoa

Section 2. Données socio-économiques

Cette section sera consacrée à la démographie de la population ainsi que les caractéristiques.

1 - Données démographiques

La commune rurale de Tsararano regroupe, actuellement, 14835 personnes dont :

- 6238 masculins
- 8597 féminins

Les populations sont réparties dans les dix fokontany de la commune

Tableau 3 : Répartition de la population par tranche d'âge

Tranche d'âge (an)	Nombre
[0-1[	662
[1-5[	1360
[5-10[	2195
[10-15[	2088
[15-20[	3875
[20 ; 60[	3540
+ 60	1115

Source : enquête personnelle. Mars2010

Ce tableau a été établi pour montrer la jeunesse de sa population. En outre, cette jeunesse est l'une de ses principales richesses, volontiers considérée comme garante de l'avenir de la commune. Elle devenue également au fil des temps son principale souci presque deux tiers de la population ont moins de 20 ans.

NB : Le taux d'accroissement naturel est de : 1,4% par an

- Une population variée

Sur le territoire, les peuples se sont installés au cours des années : plus de 7 ethnies s'y côtoient, ayant chacune da langue, ses traditions et une culture propre.

Le « sakalava » est utilisé pour les échanges entre tribus

Les ethnies principales de la commune (par ordre d'importance en nombre de la population) sont : Betsileo, Antesaka, Antefasy, Antandroy, Merina, Sakalava et Tsimihety.

Tableau 4 : Mouvement de la population

Ethnies	Origine	Motifs	Période
Betsileo	Haut plateau	Salaire	1900
Antesaka	Sud- Est	Salaire	1947
Antefasy	Sud-Est	Salaire	1947
Antandroy	Sud	Salaire	1960
Tsimihety	Mandritsara	Salaire	1900
Merina	haut plateau	Salaire	1947

Source PCD

2. Education

La commune est dotée de six (€) EPP réparties dans six (6) fokontany et un (1) CEG localisé à Tsararano, permettant aux parents d'assurer l'éducation de leurs enfants. Le taux brut de scolarisation s'élève actuellement à 65%, le taux d'alphabétisation des adultes quant à lui est de 33,59% dont 55,6% homme et 45,4% femme.

3. Santé et assainissement

Un (1) CSB II assure la couverture sanitaire de toute la commune. Pour entretenir, soigner et s'occuper des malades, un (1) médecin et un (1) infirmier collaborent ensemble. Malgré l'importance des croyances et des traditions rares sont les personnes qui se tournent encore vers les guérisseurs traditionnels et les matrones. Actuellement, le nombre de consultation au niveau du CSB II par mois est de 360 et le nombre d'accouchement 12 par mois.

Il importe de souligner que les maladies les plus courantes sont la diarrhée, l'IRA, la fièvre et l'infection cutanée.

En ce qui concerne l'assainissement, la commune possède un (1) W.C public et huit (8) puits mais mal-repartis.

4. Sécurité

La commune ne possède aucune poste de gendarmerie ni de police, ni des militaires
2

5. Sports et cultures

Concernant le sport ; la commune a un terrain de foot public. Quant au plan socio-culturel, deux (2) doany procurent à la commune un attrait touristique le doany Andriamanohiarivo situé à Androtsy et ce d'Ampasirahan'i Sakay.

La commune possède aussi un (1) salle de spectacle pour les spectacles et les activités socioculturelles.

6. Transport et infrastructures routières

- Route praticable toute l'année : 3km
- Route praticable de façon temporaire
RIP : 15 km
CIP : 8km et 8km de piste déserte.

Il n'existe aucune coopérative de transporteur type de transport et axe : camions, charrettes, lakana...

7. Activités lucratives

Généralement, la population tire leurs revenus d'une riziculture. Autrement dit, la riziculture constitue une activité principale pour la plupart de la population. Les cultures de

manioc, d'arachide et de maïs, ainsi que l'élevage bovin de volailles et de poulets constituent des activités complémentaires et secondaires.

- **L'agriculture**

L'agriculture est encore orientée surtout vers la production de riz, l'aliment de base 61,71% des terres cultivées sont occupés par la riziculture. Ce pourcentage résulte non seulement de la valeur de riz à la fois « nourriture » et « argent » mais aussi, des conditions géographiques très favorables à la riziculture.

La riziculture traditionnelle domine encore dans cette commune : une riziculture encore pratiquée avec des moyens rudimentaires, les techniques modernes sont entre les mains d'un très petit nombre de propriétaire.

Si la riziculture occupe une place importante, en second rang viennent les cultures d'arachide et de manioc. En effet, les revenus rapportés par ces cultures permettent aux paysans de surmonter les difficultés en période de soudure.

- **L'élevage**

Les activités d'élevage sont aussi parmi les bases de l'économie de la commune. Il s'agit encore de l'élevage extensif et est dominé par l'élevage bovin. L'effectif est estimé en moyenne à 2 bœufs par paysan. Ce faible pourcentage résulte du vol de cheptel bovin qui est très fréquent ces derniers temps la plupart des gens ne gardent plus que l'effectif nécessaire au travail des champs. Quant à l'élevage traditionnel de volailles et de poulet, il connaît aujourd'hui un gain de faveur auprès des citoyens qui apprécient de plus en plus de produits venant directement des petits fermiers.

Généralement, les activités d'élevage ne vont pas seules, elles servent d'activités, complémentaires à la riziculture.

- **La pêche**

C'est une activité saisonnière de janvier à juillet.

La majorité des poissons sont destinés à la consommation locale. A Tsararano, la pêche est encore traditionnelle et le revenu qu'elle procure ne permet pas joindre les deux bouts du mois, de ce fait, elle est souvent considérée comme une activité complémentaire.

- **L'artisanat**

C'est une activité qui intéresse surtout les femmes et les jeunes filles. Les matières premières utilisées sont d'origine locale et les produits d'art sont : les cendriers, les nattes, les paniers, les « garaba »,....., les « sahafa »

Les revenus obtenus par la riziculture semblent insuffisant et incité les ménages à recherche des revenus complémentaires dont l'artisanat (cas des petits exploitants)

NB : Un lieu de marché communal hebdomadaire situé dans le fokontany de Tsararano permet à la population de la commune d'écouler leurs productions et leurs produits

8 - Les organismes et intervenants opérant dans la commune

- A Madagascar, le secteur principal est l'agriculture, exercée par 80% de la population active. La productivité agricole doit rapidement croître afin de stabiliser l'approvisionnement en denrées alimentaires, principalement en riz. Dans le but d'aider l'exploitation agricole et particulièrement la riziculture, la JICA apporte principalement sa collaboration dans des régions à fort potentiel dans ce domaine comme la région du BOENI et du Lac Alaotra

Dans la commune de Tsararano, son intervention consiste, plus particulièrement à proposer et donner des semences à haut rendement. Il appartient au centre de recherche FOFIFA d'effectuer des testes pour voir si les variétés proposées conviennent à la particularité de la commune. Aussi, la vulgarisation des nouvelles variétés revient au FOFIFA

- En ce qui concerne les organismes d'épargne et de crédit, l'OTIV œuvre dans ce domaine. C'est le seul secteur formel en la matière.

- Dans le domaine environnemental, l'ANGAP s'occupe de la gestion des aires protégées : Ankarafantsika.

Le processus de développement doit être adapté à la société à laquelle il s'applique. Il est donc important de connaître celle-ci et de déterminer les facteurs socio-économiques qui conditionnent sa réceptivité et sa réaction au changement, ce qui nous amène à la partie suivante.

PARTIE II : DYNAMIQUE PAYSANNE ET MICROCREDIT A TSARARANO

Cette partie sera consacrée aux données obtenues sur le terrain. Elle permettra d'approfondir le thème du stage à partir de la problématique. Elle comprendra plus précisément la dynamique sociale globale, les résultats des enquêtes et l'analyse de ces résultats, ainsi que l'intervention de l'OTIV dans la commune

CHAPITRE III : DYNAMIQUE SOCIAL GLOBAL

Ce chapitre mettra en évidence la situation et les difficultés de la commune et ses populations et ceux dans tous les domaines. Aussi, il parlera des deux aspects de la manière de produire : forces productives et rapport de production.

Section 1 : Situation de dynamique de groupe

Il est très important d'avoir une connaissance des réalités du milieu ou l'on mène l'enquête. Force nous est donc de dresser cette section ayant l'objectif de faire connaître les difficultés de la population sur le plan social et économique.

1 - Les difficultés de la population

Sur le plan social

Nous avons pu constater les lacunes suivantes.

- L'absence voire même l'inexistence de poste avancée au poste de police suscite les vols et l'acte de banditisme
- Le manque de matériel sanitaires et de personnel médical ont des impacts négatifs sur le sort des malades. A ceux-ci s'ajoute l'éloignement du centre de santé (cas de la population des fokontany environnants de Tsararano)

Le poids des croyances constitue un obstacle et contrainte pour le projet « construction de W.C ». En outre, la plupart de la population refuse la proposition d'utilisation de W.C, pour eux, c'est un interdit : fady mitahiry maloto an-trano ; ny mpianadahy tsy mahazo manao maloto amin'ny toerana iray »

Aussi, la population de certains fokontany souffre de la mauvaise qualité d'eau. Ceci est du plus précisément à l'absence de puits et les gens sont contraints de prendre de l'eau des rivières

- Outre l'insuffisance de salle de classe et le manque d'équipements scolaires, l'insuffisance des enseignants conduisant les parents à engager d'autres personnes pour dispenser des cours aux élèves influence beaucoup l'éducation de ces derniers. Dès fois, il arrive que les parents ne parviennent pas à payer régulièrement ces vacataires. Il en résulte que les heures de cours normales sont réduites. Pour la population des fokontany dépourvus de CEG et d'EPP, l'éloignement de, ces derniers est un point qui mérite d'être résolu le plus tôt possible.

Sur le plan économique, nous avons pu relever quatre grands points :

- Le vol de cheptel affecte beaucoup l'élevage bovin. Quant à l'élevage de volailles et de poulets, les maladies constituent l'unique préoccupation de la population.

- La structure agraire et la faiblesse des ressources dont disposent les riziculteurs ne leur permettent pas de vivre aisément. En outre, les revenus que procurent les petites exploitations sont faibles et précaires. A ceux-ci s'ajoute le coût élevé des dépenses d'exploitations et le prix dérisoire des produits : souvent, ce sont les collecteurs qui fixent le prix du produit de part le mauvais état des infrastructures routières.

La non-maîtrise d'eau qui se traduit par l'insuffisance d'eau ou l'abondance d'eau dans les rizières, l'insuffisance de matériels et équipements agricoles, l'insuffisance de moyens financiers mais surtout le manque de formation sur les nouvelles techniques amènent les riziculteurs à maintenir la riziculture traditionnelle

Le métayage encore utilisé freine l'effort de certains paysans : les propriétaires terriens prélèvent une partie de la production sans avoir apporté un quelconque soutien tout au long du processus culturel.

Le manque de connaissance ne permet pas une utilisation correcte du sol. Il en résulte que la qualité du sol se dégrade et on assiste à une diminution importante du rendement ces dernières années.

Rendement moyen avec parfois 2 récoltes successives annuelles :

SRI	—————→	3,46 tonnes /ha
SRA	—————→	3,77 tonnes/ha
Technique traditionnelle	—————→	1,91 tonnes/ha

- L'inexistence d'un lieu de marché au niveau des fokontany rend difficile l'écoulement des produits.

- Question foncier : l'accroissement démographique ajouté au partage du patrimoine familial lors des successions entraîne le morcellement des terres conduisant ainsi à une diminution importante de la surface occupée par la famille concernée. Aussi, la grossesse précoce est très fréquente chez les jeunes filles amenant leurs parents à les faire marier aboutissant à un morcellement rapide des terres

2 -La nécessité d'un projet de développement

La plupart des projets de développement intéressant la paysannerie ont pour principaux objectifs, selon les documents de présentation d'améliorer les conditions de vie des paysans et d'augmenter les revenus. Pour le reste, il n'est question le plus souvent que des problèmes techniques à résoudre afin d'augmenter la production et des problèmes d'organisations propres à la société d'intervention et aux experts, aussi qu'à leurs relations avec l'administration. L'important, ce n'est pas les textes et les discours mais la pratique et le contenu réel des projets qui feront apparaître leur rationalité et leur véritable dimension culturel.

3 - Les projets de développement

La cadre de vie de la population restant défavorisée à cause de la pauvreté, une intervention en matière de soins médicaux, d'éducatif et de distribution de l'eau est considérée comme indispensable. Ainsi construction d'écoles, adduction d'eau potable et construction de WC publics sont les priorités de la commune depuis 1998.

Concernant les idées de projets communaux ; face au problème d'écoulement de produits, la commune envisage d'étendre le marché et de réaffecter les pistes de desserte et de liaison praticable toute l'année à l'intérieur de la commune. Et puisque ces dernies temps, l'artisanat se développe beaucoup, la commune pense créer une association des femmes.

Section 2 : Les forces productives et rapport de production

C'est le mode par lequel les individus membre d'un groupe social déterminé mettent en comment leur force de travail pour faire de la nature une source active de ressource de subsistance matérielle.

1 -Les forces productives

Il s'agit ici de voir le rapport de l'homme avec les moyens techniques mais aussi entre eux.

a – Equipements

Les matériels agricoles les plus utilisés dans les travaux des rizières se résument dans les tableaux suivants.

Tableau 5 : Chronogramme des travaux dans les rizières

Saison	Activités	Outillages	Date
ASARA	- Labour et mis en boue - semis - repiquage - maison	Angadilahy, charrue, hers, hydrotiler Sobika, sacs Corde Faucille, sobika, sacs	- Septembre - octobre novembre - décembre - Mars Avril
JEBY	Labour et mie en boue - semis - repiquage - maison	Angadilahy, charrue, hers, hydrotiler Sobika, sacs Corde Faucille, sobika, sacs	Mars Avril –Mai Juin Août septembre

Source : enquête personnel mars

2010

Tableau 6 : Equipements et matériels agricoles

Moyens	Nombre	Nombre de propriétaires
Kibota	1	1
Hydrotiler	1	1
Angadilahy	58	40
Charrue	10	10
Hers	5	5
Faucille	47	40

Source : enquête personnel (Mars 2010)

Ce tableau a été établi pour montrer que rare sont les personnes qui possèdent des matériels performants parmi les enquêtés.

Généralement la majorité des paysans ne possèdent que des matériels non performant. De ce fait, les techniques utilisées sont aussi souvent archaïques, les techniques modernes sont entre les mains d'un très nombre de propriétaire.

b- Les êtres humains et les espèces animales

Les hommes constituent les principaux acteurs puisqu'ils sont en même temps concepteurs et exécuteurs de leurs propres idées pour hausser leur production. Effectivement, les femmes et les enfants participent bien à la réalisation du travail. Les

enfants, dès leur premier âge, sont déjà formés par leurs parents dans l'accomplissement des tâches familiales.

Dans les rizières, leurs fonctions avec celles des femmes (quand ils ne sont pas à l'école) consistent au repiquage, à arracher les mauvaises herbes,... Et au transport des semis.

En revanche, les hommes font le labour et les moissons, quelquefois, ils participent aussi au repiquage : leur fonction consiste à tenir les cordes. L'animal le plus utile et nécessaire dans les travaux des rizières est le bœuf. Les mâles sont les travailleurs de terres, les femelles n'en sont pas destinées. Ainsi, ils font le patinage et gardiennage. Les bœufs aident beaucoup dans les travaux des rizières commençant par le labour allant au transport des récoltes.

NB : La riziculture ne va jamais seule, elle se combine souvent avec l'élevage bovin. On peut même croire que ces deux activités sont interdépendantes.

2 - Rapport de production

Ce paragraphe mettra en évidence les rapports de propriété et rapport de distributions

a- La structure foncière

La répartition des terres résultent des héritages coutumiers lors des successions, du morcellement des terres lors d'un mariage et de la distribution des terres en fermes d'Etat.

La plupart des propriétaires exploitent eux même leurs terres et y travaillent mais en revanchent ils payent des mains d'œuvres dans la réalisation de certains travaux. Parfois, ils ont besoin de ces travailleurs pour le repiquage et pour le labour des terres.

Tableau 7 : Répartition des exploitations rizicoles des enquêtés

Exploitations	Nombre de propriétaires	%	Superficie détenue en ha	%
Moins de 1ha	6	15	275	3,44
De 1 à 2,5 ha	22	55	35	43,88
3 ha et plus	7	17,5	32	40,12

Source : enquête personnel (Avril 2010)

12,5% des enquêtes non mentionnés dans le tableau sont sans terre.

Le tableau montre que les propriétaires de 3 ha et plus ne représentent que 17,5% des enquêtes mais occupent une surface de 32 ha. Par contre, les exploitants de moins de 1ha représentent 15% des propriétaires mais détiennent à peine 3,44% des surfaces cultivées. Entre ces deux exploitations s'intercalent celle de 1 à 2,5 ha dont les propriétaires sont les plus nombreux des enquêtés.

b- Les techniques de production

D'une part, la première technique qui est fréquente est la suivante : « vary saritaka » dont aucune utilisation de techniques modernes n'est aperçue :

- Semis non-alignés
- Repiquage en foule
- Plants de 30 jours
- Non utilisation des engrais

Par conséquent, les récoltes ne sont satisfaisantes car un tallage peut comporter plusieurs graines et parmi ces graines, seulement quelques uns seront sauvées et les autres qui se trouvent au bout du tallage ne seront utilisés et vont mourir sous terre. Cela explique le faible taux de production obtenu. C'est la technique la plus utilisée : 51,06% des enquêtés la pratiquent encore. Les restes s'efforcent déjà à appliquer des nouvelles méthodes qui consistent très récemment à la vulgarisation du « vary ligne ». Il consiste en un :

- Semis aligné
- Plants de 8 à 15 jours
- Utilisation d'engrais

De cette méthode, on peut faire face à la hausse de production car aucune graine ne sera abandonnée. La sarcluse sera d'usage au moment où le riz commence à s'enraciner pour enlever les mauvaises herbes. L'action de labourer la terre une deuxième fois, certains

riziculteurs la font et on trouve une bonne qualité de graines. Cependant, la terre, en contre partie s'affaiblie.

La moisson s'effectue après trois ou quatre mois

c- Les engrais et les plants

- Les engrais les plus utilisés
- « zezi-pahitra » construit avec les bourses de bœufs et de cochons mélangés avec des foins
- Guanomad
- N.P.K
- Les plants y rencontrés
- « Boina 1329 »
- « Makalioka »
- « Tsipala M »
- Le X 265

Le « makalioka » est la variété la plus appréciée et choisie malgré son cycle qui est très long. Ceci en raison de son prix sur le marché : c'est le plus cher

d- Organisation du travail

Déroulement d'une activité rizicole

Les travaux effectués dans les rizières inondées font essentiellement appel au travail humain. L'animal n'intervient que pour la préparation du sol et le transport des récoltes.

- Préparation du sol

Elle se fait le plus souvent en milieu submergé. Elle consiste en plusieurs labours effectués au moyen d'un araïre tiré par un attelage de bœufs ou charrue (certains utilisent un hydrotiller), et un nivellement de la boue au moyen d'une sorte d'échelle posée à plat et tiré par les bœufs.

- Pépinière

Elle consiste à faire pousser les jeunes plantes destinées à être repiquées. Elle est enrichie en fumier et engrais pour permettre un bon départ du paddy.

- Le repiquage

Le repiquage est un travail pénible : il s'effectue les pieds dans l'eau et les yeux éblouis par la réverbération cruelle du soleil sur la rizière inondée. Le repiquage se fait soit en foule, soit en ligne. C'est le repiquage en ligne qui demande une main d'œuvre nombreuse, le plus souvent féminine

- Du repiquage à la période de moisson

Il faut assurer l'irrigation, surveiller les diguettes, arracher les mauvaises herbes et lutter contre les maladies et les animaux (oiseaux, rats...)

- Moisson

C'est le sommet de l'année agricole, elle se fait après l'assèchement de la rizière. Le riz est mis à sécher avant d'être battu.

- Typologie de la riziculture

Le type de riziculture rencontré dans le lieu est celui de la riziculture pluviale (riz asara), semi irriguée (riz atriary) et irriguée (jeby et dimbialotra)

Le « jeby » est la pratique usitée par la plupart des riziculteurs. Auparavant, l'« asara » était plus pratique mais en raison du problème d'eau le « jeby » est devenu plus abordable.

Le « dimbialotra » constitué une 2^e culture

Les problèmes de la population sont surtout d'ordre social qu'économique. Ainsi, la connaissance de l'OTIV et son mode d'intervention est nécessaire face à ces difficultés ce qui nous conduit au chapitre suivant.

CHAPITRE IV : INTERVENTION DE L'OTIV DANS LA COMMUNE

Dans ce chapitre, nous allons parler, principalement de l'OTIV, de ses offres surtout en matière de crédit. Il comprendra plus précisément la présentation de l'OTIV et les différentes formes d'épargnes et de crédit avec les procédures et conditions d'octroi. C'est aussi dans ce chapitre que nous aborderons les forces et faiblesses de l'OTIV.

Section 1 : Présentation de l'OTIV

L'OTIV est une Institution Financière Mutualiste, appuyée par DID et régie par la loi 96-020 portant règlementations des Institutions Financières Mutualistes. Le premier réseau OTIV a été créé en 1994 à Toamasina et au lac Alaotra.

L'OTIV a pour principal objectif de favoriser l'accès de la population, sans distinction d'âge, de sexe et de statut professionnel aux services financiers d'épargne et de crédit, afin de promouvoir l'éducation économique, sociale et mutualiste.

Son but est améliorer les revenus et le niveau de vie des populations membres par un accès aux services financiers d'épargne et de crédit de proximité.

La caisse de l'OTIV à Marovoay a été ouverte au mois de décembre 2009. Cette dernière assure la couverture de tout le district.

Section 2 : Collecte d'épargne

Les activités de l'OTIV ne se limitent pas à l'octroi de crédit, il y a aussi la collecte d'épargne.

1- le dépôt à vue

Il constitue une épargne dont le montant n'est pas déterminé et n'est pas rémunéré. Le client peut effectuer un retrait à tout moment

2- Le dépôt spécialisé.

C'est une épargne rémunérée (si le client respecte les règles) dont le montant est de 150 000 Ar et plus

Le client peut effectuer un retrait quand il le voudra

3- Le dépôt à terme

C'est un dépôt rémunéré de 4, 5 à 6,5 % par an. Le montant est fixé à 200 000 Ar et plus

Le client ne peut effectuer un retrait qu'après trois mois de dépôt

4- l'épargne retraite

Le client dépose 5000 Ar par mois émet ce pendant 5 ans. Il ne peut effectuer un retrait

Lors de l'enquête, seulement 7,5% de la population enquêtée ont recours au produit d'épargne. Cet épargne représente pour ces personnes une sécurité financière au cas où ils subissent des coups durs et pour les futures dépenses.

Section 3 : Le crédit

1 - Caractéristiques du crédit

Les crédits sont spécifiés par la taille et l'objet, la durée, les types de garanties et le taux d'intérêt sur le crédit

a-Taille et objets du crédit

En milieu rural, le montant moyen de prêts varie entre 40 000ar et 15 millions d'ar. Ces crédits sont destinés essentiellement au commerce, à l'agriculture, aux investissements....

b-Durée de crédits

La durée de crédits varie en fonction de ses objets :

- Le « prêt paysan » destiné à l'agriculture est de 8 à 12 mois
- Les investissements pour les T.P.E peuvent aller jusqu'à 36 mois
- Le fond de roulement pour les TPE est de 12 mois
- Le crédit destiné pour le commerce vu crédit avec éducation se fait avec un cycle de 4 mois.

c- Les types de garanties

Les garanties exigées par l'OTIV sont les avoirs personnels ou biens non rattachés à la personne tels que : propriété foncière, meuble....

d- Les intérêts

Le taux d'intérêt varie entre 2,5 à 4% par mois

N.B Le remboursement s'effectue par des échéances constantes provisionnelles comprenant le capital et les intérêts de droit.

2 - Définition et objectif du micro crédit

Dans sa définition internationale, le micro crédit correspond à des prêts de faible montant destiné à des personnes à bas revenu, généralement exclu des services bancaires parce que leur solvabilité est considérée comme insuffisante et où les micro finances se fait une place publiée dans Finance et Common Good n° 25)

L'objectif du micro crédit est de permettre des petits ou micro entrepreneurs qui n'intéressent pas les banques, de trouver un financement pour développer une activité.

3- Les conditions et procédures d'octroi de crédit

Peuvent bénéficier de crédit, les exploitants remplissant les conditions suivants :

- Membre au moins 3 mois avant l'emprunt
- Titulaire d'une carte d'identité nationale
- Avoir la capacité de rembourser c'est-à-dire a une source de revenu fixe
- A jour dans le remboursement
- Acceptant d'offrir des biens matériels pour garantir le prêt
- Acceptant de payer un fond de garantie
- Acceptant de procéder à toutes les démarches administratives qui s'y rattachent

Les paperasses à fournir :

- 3 photos d'identité
- Certificat de résidence (de l'emprunteur et du témoin)
- Photocopie légalisée de CIN des deux époux
- Demande de crédit en manuscrite
- Déclarations de biens avec leur valeur respective
- Situation financière du manage
- Certificat de travail à retirer auprès du fokontany s'il s'agit d'un agriculteur ou artisan, fiche de paie ou bulletin de solde pour les salariés mensuels ; photocopie du patente et facture d'achat pour les commerçants et photocopie du papier s'il s'agit d'un transporteur.
- Déclaration détaillé du projet avec des pièces justificatives comme : permis de construire.

- Pour les garanties : facture ou autres, pièces justificatives s'il s'agit d'un meuble ; photocopie du papier s'il s'agit d'une voiture ; cadastre/titre /acte de vente et certificat d'origine moins de 3 mois s'il s'agit d'un patrimoine.

- **Les conditions d'adhésion à l'OTIV**

- 3 photos d'identité
- Certificat de résidence
- Photocopie légalisée du CIN
- Droit d'adhésion : 1000Ar
- Premier dépôt : 5000 Ar à 20 000 Ar

Section 4 : Les forces et faiblesses de l'OTIV

1- Les forces

- La polyvalence des employés peut assurer le bon fonctionnement et la continuité du service même en cas d'absence du vrai responsable. De ce fait, la gestion de chaque poste peut être assurée par un autre employé. Aussi, sur la main d'œuvre, la moyenne d'âge des cadres supérieurs dans l'entreprise est très jeune qui constitue une de ses forces par leur dynamisme et volonté.

- Le système d'informatisation permet de gagner un peu plus de temps, de diminuer les travaux manuels des agents de l'OTIV.

Outre ces points forts, l'OTIV a aussi ses faiblesses ce qui nous conduit au paragraphe suivante.

2- Les faiblesses de l'OTIV

- Il est évident que l'effectif du personnel de l'OTIV est insuffisant compte tenu de l'importance des travaux.
- Les matériels informatiques sont assez vétustes et leurs nombres sont encore insuffisants entraînant un retard pour le traitement des dossiers.

.Si telles sont les produits proposés par l'OTIV avec ses conditions et procédures d'octroi pour résoudre les problèmes de la population, cet organisme répond-il vraiment aux besoins consentis par la masse paysanne ?

Autrement dit, est-ce qu'ils sont à la portée de tout le monde ? Le prochain chapitre nous permettra de répondre à cette question.

CHAPITRE V : RESULTATS DES ENQUETES

Ce chapitre nous permettra de connaître les caractéristiques des riziculteurs qui peuvent constituer pour eux des facteurs favorisant ou de blocage quant à l'accessibilité au crédit. C'est aussi dans ce chapitre que nous procéderons à l'analyse profonde du thème. Ainsi, il comprendra les caractéristiques des riziculteurs, les obstacles à l'accessibilité au crédit, l'analyse de ces facteurs de blocages, les impacts de l'accessibilité au crédit et l'analyse des comportements des riziculteurs face au crédit.

Section 1- Caractéristique des enquêtés (riziculteurs)

1 Riziculteurs propriétaires de 3 ha et plus

Pour cette catégorie, la taille moyenne du ménage est de 10 personnes. Ce sont surtout des personnes installées dans la commune il y a fort longtemps et dont les enfants ont déjà tous grandi. Ces enfants ne peuvent aider leurs parents puisqu'ils continuent leurs études dans les villes ou hors du village. Cette famille prend des salariats pour tous les travaux de champs. Le bénéfice de leur exploitation est élevé s'il détient ou non d'autres activités annexes. Parfois, le commerce constitue leur activité secondaire où ils achètent des productions des autres paysans et les revendent en période soudure. Cette activité rapporte beaucoup d'argent pour eux.

Les techniques de production utilisées sont le SRI et SRA.

2-Riziculteurs propriétaires de 1 à 2,5ha

Souvent, ces propriétés font vivre 6 personnes. Ce sont surtout des exploitants installés récemment dans la commune. Le revenu que leur procure la riziculture est faible et les fait vivre difficilement. L'élevage de volailles, de poulets et de bœufs leur constitue une activité secondaire qui ne peut pas être négligée car leur permet beaucoup de choses :

- Ils ne sont plus obligés d'acheter des engrais chimiques
- La vache fournit une ressource monétaire journalière
- Une production pour la subsistance
- Les volailles et les poulets et leurs dérivées fournissent aussi une ressource financière.

Pour cette catégorie, la technique est souvent traditionnelle faute de moyens financiers et moyens matériels. Les travaux de rizières font appel à la main d'œuvre familiale, rares sont ceux qui prennent des salariats agricoles. Pour le reste de leur temps libre, ces gens

vendent leur force de travail, mais cela ne suffit pas souvent. Pour s'en sortir, ils doivent prendre des terres en métayage.

3-Riziculteurs propriétaires de moins de 1ha

Pour cette catégorie, une famille compte en moyenne, 5 personnes. Ces gens sont souvent des jeunes arrivés récemment dans la commune avec leurs épouses et leurs enfants de bas âge : environ 10 ans (le plus grande), 5 ou 4 ans et 3 ou 2ans. Les travaux de rizières sont, souvent archaïques, pratiqués avec des moyens rudimentaires. Par conséquent, les précaires. Chez eux, on assiste souvent à une monoculture de riz où l'on n'obtient qu'une seule récolte par an, ceci par faute de capital. Ainsi, pour pouvoir subsister, ils vendent leur force de travail ou recours au système de métayage.

4-Les riziculteurs sans terre

La taille moyenne du ménage est de 6 personnes, ces gens survivent comme ils peuvent avec le métayage et le revenu qu'il procure. La plupart ne possède d'autres sources de revenu que la riziculture. Quand ils ne s'occupent pas de leurs exploitations, ils vendent leur force de travail chez d'autres riziculteurs.

Section 2 Les obstacles à l'accessibilité au crédit

1 - Absence d'épargne

Quinze sur vingt-deux des personnes interrogées n'ayant pas accès au crédit affirment que la principale cause de leur inaccessibilité au crédit est d'ordre économique. Ils estiment être dans une situation financière qui ne leur permette pas encore d'épargne régulièrement ou ponctuellement

2 - L'inexistence de biens matériels qui peuvent servir de garanties

Onze sur vingt-deux des personnes interrogées n'ayant pas accès au crédit dît qu'elles ne possèdent autres choses que le petit lopin de terre qu'elles cultivent. Affirment qu'elles n'ont ni propriété foncière, ni d'autres biens. Pour s'en sortir, elles pratiquent le métayage ou vendent leur force de travail chez d'autres riziculteurs.

3 -L'absence de solidarité

Onze sur vingt-deux des personnes interrogées n'ayant pas accès au crédit affirment que les riziculteurs ayant beaucoup plus de chance d'y accéder refusent de collaborer et de s'associer avec eux d'où leur inaccessibilité

Section 3 -Analyse de ces facteurs de blocage

L'inaccessibilité au crédit est déterminée surtout par des dimensions sociologique et socio-économique

1 -Perte de valeur de la solidarité

Il est vrais que l'inexistence de biens, ni personnels pouvant servir de garanties empêchent la plupart des riziculteurs ayant moins de 1ha et les sans terres enquêtés d'accéder au crédit. Avant, se réunir en association a permis de remédier à cela où les riziculteurs qui ont des biens ou avoirs personnels engagent ces derniers pour garantir les prêt que contractent les membres de l'association. Actuellement, cette forme de solidarité a presque perdu sa valeur à cause de la faible capacité de remboursement des petits riziculteurs et des riziculteurs dans terre entraînent la perte et même la ruine des propriétaires de biens. La sanction s'applique à tout les membres mais non pas à la personne qui n'a pas pu rembourser. En outre, c'est l'expérience du passé qui à crée chez les riziculteurs possesseurs de bien une certaine méfiance vis-à-vis des autres riziculteurs les amenant à refuser toute collaboration avec ces derniers. Il en résulte que les petits riziculteurs et les riziculteurs sans terre sont exclus du système de crédit offert par l'OTIV.

2 - Les difficultés financières

La difficulté financière détermine aussi l'inaccessibilité au crédit.

Cette difficulté touche surtout les riziculteurs possédant moins de 1ha et les riziculteurs sans terre.

Concernant les propriétaires de moins de 1ha, la faiblesse de leur exploitation ne donne pas place à la mécanisation, la technique utilisée est souvent traditionnelle et le rendement est par conséquent faible. Ainsi, le revenu qu'il procure est aussi lui-même faible et précaire qui ne permet même pas de subvenir aux besoins quotidiens. Consacrer et conserver une partie de la production pour les besoins futurs semblent impossible. Il en résulte que la capacité d'épargne est faible et restreinte.

Quant aux riziculteurs sans terre, ces gens survivent comme ils peuvent avec le système de métayage, il est difficile pour eux de se séparer d'une partie de fruits de leur dur labeur qui constitue la redevance. Ainsi, la partie de production qui leur revient est destinée à la consommation familiale mais ne permet pas de rejoindre la campagne

suivante. Pour s'en sortir, ils vendent leur force de travail mais les travaux journaliers dans les rizières sont aussi saisonniers et revenu qu'ils rapportent est très faible.

3 -La structure foncière

La répartition des terres résulte de l'héritage coutumier lors des successions, qui se traduit par le morcellement des terres. L'accroissement démographique entraîne une diminution importante de la surface occupée par une famille. Une surface qui ne permet même pas de garantir un prêt. En ce qui concerne les riziculteurs sans terre, leur situation s'explique comme suit : ce sont des personnes venus récemment dans la commune pour trouver des travaux et ce après la distribution des terres en fermes d'Etat. De ce fait, ils n'ont pas pu bénéficier de la réforme agraire. Il en résulte qu'ils n'accèdent pas au crédit du fait de la faiblesse de leur revenu et l'inexistence de propriété pouvant servir de garantie.

Section 4. Impact de l'accessibilité au crédit agricole

1. L'octroi de crédit a permis de finir à temps le travail

4 sur 18 des personnes interrogées ayant accès au crédit affirment que grâce à l'obtention de crédit, elles ont pu finir à temps tous les travaux des rizières.

2 - L'octroi de crédit a permis d'étendre la superficie cultivée

2 sur 18 des personnes interrogées ayant accès au crédit disent qu'ils ont pu acquérir des nouveaux terrains par les biais de l'argent obtenu par le crédit.

3 - L'octroi de crédit a permis d'acheter des intrants agricoles

5 sur 18 des personnes interrogées ayant accès au crédit affirment que grâce au crédit, ils ont eu la faveur d'utiliser des nouvelles techniques par l'achat des engrais, des plantes à haut rendement et des matériels plus performants.

4 - Le crédit a permis de subvenir aux périodes de soudure

7 sur 18 des personnes interrogées ayant accès au crédit disent avoir utilisé l'argent pour subvenir aux périodes de soudure.

Section 5 : Analyse des comportements des riziculteurs face au crédit agricole

Les comportements des paysans face au crédit agricole découlent de plusieurs facteurs à savoir :

1 - Situation financière

Pour les personnes ayant des revenus assez suffisants pour leur subsistance et qui leur permettent de financer eux-mêmes les dépenses d'exploitations, le crédit ne peut être utilisé qu'à des fins productifs.

En effet, le crédit augmente encore plus le rendement. Ceci est renforcé par le fait qu'ils disposent déjà d'un étendu de terrain. Le crédit leur permet d'agrandir leur exploitation et va renforcer leur possibilité d'investissement par :

- Achat de machines agricoles plus efficaces et plus perfectionnées
- Achat des engrais chimiques, insecticide ou des plantes à haut rendement.

Par contre, pour les personnes ayant des revenus faibles et insuffisants, le crédit est utilisé à d'autres fins, ceci à cause de la pénurie qui survient surtout en période de soudure. Dans ce cas, le crédit est destiné pour élever le niveau de vie.

Mais la situation financière n'est pas la seule qui influence le comportement des paysans face au crédit, la formation a aussi une grande importance

2 - La formation

Certaines personnes ressentent le besoin de changement, de progrès mais n'osent pas se lancer par peur de ce changement et de ses conséquences. Peur de ne pas dominer. Ceux-ci sont dus plus précisément au manque de formation sur les nouvelles techniques.

Pour elles, le crédit peut leur permettre d'acquérir des inputs agricoles nécessaires à augmenter leur rendement et leur productivité. Or, l'exiguïté des terres les empêche souvent à pratiquer et appliquer les nouvelles techniques. Ainsi, elles préfèrent plutôt l'acquis que le risque. L'acquis ou le traditionnel est plus sûr tandis que le risque. L'acquis ou le traditionnel est plus sûr tandis que le risque n'est qu'un essai. C'est après qu'on compare le rendement respectif. Ce qui fait que seule une partie de leur terrain rizicole est consacrée à l'application de nouvelles techniques culturales tandis que la majeure partie est cultivée en technique traditionnelle. Ces paysans, la plupart du temps, n'empruntent que s'ils sont sûrs de l'efficacité de leur action. Par conséquent, ce sont le plus souvent sur des cultures sur pieds qu'ils empruntent. Il en résulte que le crédit n'est pas employé suivant le motif mentionné dans la demande.

L'inaccessibilité au crédit est déterminée par des dimensions sociologique et socio-économique. Quant au comportement des paysans face au crédit agricole, il est surtout influencé par la situation financière et la formation que le paysan a reçues.

Section 6 : Facteurs déterminants la capacité de remboursement

8/18 des personnes interrogées ayant accès au crédit affirment que la possibilité de remboursement dépend de la manière dont on a utilisé le crédit.

De leur côté 10/18 des personnes interrogées ayant accès au crédit disent que plus on a des expériences, plus le remboursement est facile

ANALYSE

Deux facteurs déterminent la capacité de remboursement :

1. Le comportement des riziculteurs face au crédit

Si la personne a utilisé l'argent à des fins productifs telles que achat de nouveaux terrains ou achat des intrants agricoles, à la fin, elle pourrait faire face à une augmentation de la production et par conséquent, une amélioration de revenu favorisant ainsi la remboursement.

Par contre, si elle a utilisé l'argent à des fins non-productifs par exemple subvenir à la période de soudure, il n'y aurait aucun changement et par conséquent, aucune amélioration du revenu. Il en résulte que le risque de non-remboursement est élevé.

2. L'ancienneté

C'est un facteur important qui influe beaucoup sur le remboursement. En outre, les jeunes exploitants qui n'ont pas de revenus élevés du fait de la faiblesse de leur exploitation doivent lourdement s'endetter pour s'équiper. Leurs possibilités de remboursement sont faibles. De leur côté, les exploitants plus âgés installés depuis longtemps que grâce à leurs revenus relativement élevés peuvent épargner leurs possibilités de remboursement sont élevés.

En somme, l'inaccessibilité au crédit est déterminée par des dimensions sociologiques et socio économique. Quant au comportement des riziculteurs face au crédit, il est surtout influencé par la difficulté financière et la formation que le paysan en question

a reçue. A son tour, le comportement influe beaucoup sur la capacité de remboursement, à ceci s'ajoute l'ancienneté du riziculteur.

Section 8: Approche comparative

1 - Le système « tsanga-kazo » ou « vary maitso »

Le « vary maitso » ou « tsanga-kazo », consiste à emprunter de l'argent chez un créancier informel. En période de moisson, l'usurier rembourse le prêteur non pas avec de l'argent mais avec du riz. Le créancier lui-même descend dans la rizière pour prendre sa part de récolte. Pour 10 000Ar emprunté correspond à 1 sac de riz de 50kg qui par contre peut être vendu à 20 000Ar. Le taux d'intérêt est, donc, estimé à 100%

Il est vrai qu'une garantie ajoute à l'assurance d'être remboursé mais dans ce système, l'octroi d'un prêt ne demande ni des avoirs, ni des biens servant de garanties. Aussi, il ne demande aucune procédure administrative. Ce système ne procure ni d'avantage, ni de bénéfices pour l'emprunteur, seulement, il sert de secours en période de soudure et période de travail : les gens en ont besoin surtout pour financer les dépenses durant les travaux des rizières. L'inaccessibilité au crédit fourni par le secteur formel favorise l'utilisation de ce système. Elle est très fréquente chez les ménages à faible revenu et ne possédant aucun avoir personnel qui peut servir de garanties.

2 - « Le prêt paysan » fourni par l'OTIV

C'est un système de crédit offert par l'OTIV pour les agriculteurs sur une durée de huit à douze mois. Il a pour objet d'améliorer le niveau de vie de la masse paysanne par l'emploi du capital qui leur permet d'augmenter la productivité et le rendement. Ayant reçu les demandes, les personnels de l'organisme examinent les dossiers des demandeurs. Tous les demandeurs ne sont pas tous acceptés la décision d'octroyer un crédit dépend surtout des conditions d'octroi énoncées précédemment et quelques renseignements possibles sur l'exploitation et l'exploitant (par exemple : rendement par hectare..., échéances de remboursement des dettes qui ont pu être contractées). Les demandeurs ne peuvent avoir de résultats qu'après un mois de dépôt des dossiers et nombreux sont ceux qui obtiennent des résultats négatifs. Il faut souligner que les paysans ayant moins de 1ha et les paysans sans terre sont les plus vulnérables. Ils sont souvent exclus du système.

Tableau 8 : Différence entre prêt paysan et tsanga-kazo ou vary maitso

Crédit	Avantages	Inconvénients
Prêt paysan	- Taux d'intérêt bas - Intérêt payé lors du remboursement - Contrat formalisé sur papier - pas d'escroquerie possible	- Formalité à suivre qui demande plus de temps et déplacement - Aversion de certain à l'égard de la bureaucratie - Demande pas toujours positive, dépend du résultat de l'étude du dossier - Réponse non immédiate
Tsangakazo ou vary maitso	- Contrat n'exigeant aucunes formalités administratives - absence de contrat formalisé créant moins de pression psychologique pour l'emprunteur - Réponse immédiate	- Taux d'intérêt très élevé - Réseau non-informel ce qui ne met pas l'emprunteur à l'abri d'escroquerie

Source : enquête personnel (Avril 2010)

* Si on se réfère aux procédures et conditions d'octroi de crédit, le « vary maitso » est plus facile à accéder, mais en revanche, il ne met pas l'emprunteur à l'abri de l'escroquerie faute formalités administratives. Aussi, le taux d'intérêt dans ce système est très élevé.

Par contre, le prêt paysan est très sélectif et par conséquent, très difficile à accéder mais au moins, il donne à ses clients une certaine sécurité psychologique grâce aux procédures administratives. Comparé à ce de l'autre système, le taux d'intérêt est très bas.

Il importe de souligner que le recours aux usuriers est la conséquence de l'inaccessibilité au crédit fourni par l'OTIV. Ainsi, les petits paysans et les paysans sans terre sont les plus touchés.

Ainsi, le comportement et l'ancienneté déterminent la capacité de remboursement. Les différences entre « prêt-paysans » et « vary maitso » résident dans les procédures et conditions d'octroi ainsi que les taux d'intérêts et l'inaccessibilité au prêt-paysans favorise l'utilisation du « vary maitso »

3 -L'entraide : ce système productif traditionnel existe-t-il encore ?

L'entraide consiste à effectuer mutuellement des travaux agricoles entre des personnes ayants des relations d'amitié, des voisins qui préconisent la solidarité et entre les parents qui bénéficieront des intérêts relatifs à la production agricole. Dans la commune, le système a presque perdu sa valeur. Les gens reconnaissent que : c'est mieux de travailler ensemble, c'est mieux de s'entraider sans conditions mais, vu la situation actuelle où la plupart des gens sont confrontées à des contraintes financières très fortes, ce n'est plus possible. Ils préfèrent s'occuper des activités qui peuvent leur procurer de l'argent que d'aider autrui.

Il en résulte :

- Une accentuation de l'individualisme où les gens ne pensent qu'à leur petite personne
- Une diminution de chômage grâce à l'engagement des salariats agricoles pour les travaux des rizières.

Des dimensions sociologiques et socio-économiques jouent un rôle important dans l'accessibilité des paysans au prêt paysan fourni par l'OTIV, leur comportement face au crédit ainsi que leur possibilité de remboursement.

Les problèmes ne proviennent pas seulement de l'organisme de crédit, ni des paysans, l'Etat a aussi une grande part de responsabilité. Autrement dit, la résolution du problème de viabilité du crédit nécessite la collaboration de l'Etat, l'OTIV et la population, ce qui nous conduit à la partie suivante.

PARTIE III : APPROCHE PROSPECTIVE

Bilan de l'étude, propositions d'actions, telles sont les composantes de cette partie.
Plus précisément le bilan comportera une analyse sociologique ; quant aux propositions d'actions elles comprendront les mesures que devront prendre les entités concernées.

Chapitre VI -Bilan

Ce chapitre sera consacré aux résultats des différentes expérimentations. Il comprendra plus précisément une analyse sociologique et le bilan proprement dit.

Section1- Analyse sociologique

En tant qu'institution régie par la loi relative à l'activité et au contrôle des institutions financières, l'OTIV doit adapter ses produits financiers à la situation des personnes exclus du système bancaire traditionnel. Autrement dit, les services offerts par l'OTIV doivent être au profit des petits paysans (paysans sans terre et paysans ayant moins de 1ha : ce sont les plus vulnérables en matière de crédit). Dans la commune de Tsararano, ce n'est pas le cas, le système de crédit fourni par l'OTIV donne plutôt accès aux gens moyens et riches (propriétaires de 1 à 2,5ha et 3 ha et plus). Ce qui va provoquer pour eux

sur le plan économique :

- Une extension de la spéculation rizicole
- Un dégagement de surplus rizicole
- Une augmentation du rendement
- Une élévation de la productivité
- Un revenu plus élevé

Par contre, l'inaccessibilité des petits et paysans sans terre au crédit va entraîner sur le plan économique :

- Une diminution du rendement
- Baisse de la productivité
- Diminution de revenu

Bref, le fait d'accéder au crédit peut conférer à ses bénéficiaires une certaine puissance économique qui va donner à son tour sur le plan social :

Sur le plan social

Une élévation économique va provoquer sur le plan social : un prestige et un honneur vis-à-vis du groupe résidents. Les biens accumulés deviennent le signe distinctif de la valeur. De la possession des richesses s'arrogue le caractère d'un fondement indépendant et définitif de l'estime. Les biens fondent l'honorabilité : la richesse est intrinsèquement honorable et confère l'honneur à son propriétaire par un surcroît de raffinement, il y aura plus d'honneur.

Par contre, les membres qui n'atteignent pas à ce degré, ils démeritent aux yeux des autres, ils sont souvent exclus de tout politique de développement.

Par conséquent, cette différence, cette inégalité sociale va entraîner chez les défavorisés une certaine jalousie vis-à-vis des soi disant riches ce qui va accentuer l'acte de banditisme et les vols.

Bref, le développement est un processus complexe nécessairement lent. Il n'est pas possible sans la participation de la masse paysanne et le crédit agricole est payé en ce sens. Il permet d'augmentation le rendement de la production ainsi que leur productivité par utilisation des techniques perfectionnées. Mais, il rencontre des difficultés tant au niveau des bénéficiaires qu'au niveau de l'organisme emprunteur. Nous proposons de résoudre le problème par la prise de responsabilité et la collaboration des différentes entités concernées.

Section 2. Bilan

Le système de crédit offert par l'OTIV est très sélectif. Cette sélectivité fait que les petits paysans et paysans sans terre n'y accèdent pas.

L'hypothèse n° 1 est infirmé car un système de crédit est viable tant pour les paysans que pour l'organisme prêteur dans la mesure où les petits paysans y accèdent.

Pour ceux qui ont pas bénéficié du prêt paysan »leur comportement face au crédit découlent de deux facteurs différents : situation financière et formation. Ainsi, la rationalité de leurs actions dépend aussi de ces facteurs.

8L'hypothèse n° 2 est à moitié validé car un système du crédit est viable tant pour les paysans que pour l'organisme prêteur dan la mesure ou le paysan se comporte comme un gérant rationnel.

Quant à l'hypothèse n° 3 : un système de crédit est viable tant pour les paysans que pour l'organisme prêteur dan la mesure ou le crédit rend service à l'emprunteur sans mettre en danger le prêteur, elle est aussi à moitié validée car la capacité de remboursement des paysans demande une certaine condition.

Le petit bilan et l'analyse sociologique ont montré que les difficultés que rencontrent non seulement les paysans mais aussi l'organisme de crédit ont fait que les hypothèses sont infirmées. Pour avoir un système de crédit viable tant pour les paysans que pour l'organisme prêteur, un changement sur le plan pratique et technique s'avère indispensable. Ce changement ne concerne pas seulement les paysans, ni l'organisme de crédit, il nécessite la collaboration de tous les entités concernées.

CHAPITRE VII : RECOMMANDATIONS

Même si l'organisme de crédit est désormais proche des ruraux, grâce à la décentralisation, il faut en plus qu'il répond à leurs besoins. Autrement dit, le système doit être viable tant pour les paysans que pour l'organisme de crédit. Pour ce faire, des changements et modifications au niveau de l'organisation de l'Etat, de l'OTIV mais surtout au niveau des paysans s'avèrent indispensable.

Section 1 - Au niveau de l'Etat

L'Etat est appelé à jouer directement un rôle de premier plan lui appartient de créer un climat propice à l'investissement privé. Il lui faut pour cela établir et appliquer des programmes de développement viables, assurer les investissements et services publics nécessaires, particulièrement dans le domaine social, enfin, préparer et mettre en vigueur les textes législatifs et réglementaires voulus.

- Il doit s'employer et encourager et à établir des organismes et instruments de crédit appropriées en vue de développer progressivement un actif de marché de l'agriculture
- Dans la mesure nécessaire, il doit conseiller techniquement les établissements et organismes de crédit et contrôler leurs activités.
- Il doit assurer un financement adéquat du crédit, soit directement, soit en favorisant les investissements privés.
- Il doit assurer un rôle de direction pour la réunion des renseignements indispensables au moyen d'enquête statistique, d'inventaire et autres méthodes, et pour la formation personnelle.
- Il doit notamment porter son attention sur les services accessoires qui constituent le complément de la production et du crédit, en particulier la vulgarisation agricole, la transformation, la commercialisation, l'enseignement et la formation professionnelle, l'organisation de l'approvisionnement et le transport.

Si tels sont les points qui méritent d'être appliqués au niveau de l'organisation de l'Etat, qu'en est il pour l'OTIV ?

Section 2 - Au niveau de l'OTIV

1 - Personnel et conditions de travail

Face à l'utilisation des matériels non-performants retardant l'examen du dossier et provoquant chez les personnels une certaine fatigue, nous avons donné les recommandations suivantes. Le travail doit être facilité par l'utilisation des mobiliers commodes et agréable ainsi que des matériels performants. Le matériel devrait bénéficier des perfectionnements essentiels afin d'éviter le travail fastidieux et répétitif permettant des gains de temps et une amélioration de qualité entraînant une moindre fatigue physique et nerveuse. Aussi, il doit être en parfaite état de fonction cela signifie qu'il doit être maintenu et révisé de façon périodique.

En outre comme on dit : « une place pour chaque chose et chaque chose à sa place ». Cela implique que les divers objets doivent avoir une place fixe et l'ordre prévu doit être respecté. Le plan de travail terminé doit faire place nette.

En ce qui concerne le personnel, nous avons pu constater une insuffisance, une réorganisation s'avère donc indispensable en vue du bon fonctionnement de l'organisme.

2- Sur le plan technique et pratique

Au point de vue technique et pratique, il convient de faire des recommandations pour améliorer les faiblesses, faire face aux menaces et garder les forces tout en saisissant les opportunités.

a-Sur le plan technique

Quels que soient l'usage, la période et le montant considérés, le rôle de services financiers est de transformer les capacités productives du client en ressources suffisamment importantes pour financer ses dépenses ultérieures et dégager un surplus pour constituer l'épargne.

Dans la concrétisation des produits financiers, des études de préparation à la mise sur le marché des services financiers destinés aux clients s'avèrent indispensable. Elles porteront sur :

- La clientèle et ses besoins
- La satisfaction des clients
- Les causes de dissertation
- L'organisation de groupe test pour une compréhension plus immédiate du marché et ses réactions.

Ceux-ci tout en prenant compte les impacts sociaux et en gardant les objectifs de pérennité.

b-Sur le plan pratique

Bien que la demande de crédit porte surtout d'ordinaire sur des prêts à court terme pour des dépenses d'exploitations, l'OTIV doit être à même s'assurer entre les prêts à court terme, moyen et long terme qui appellent un financement et elle doit faire place à côté de la riziculture proprement dit à la commercialisation et à la transformation.

1- Le crédit doit être équitablement dispensé c'est-à-dire que les différentes catégories d'emprunteurs doivent pouvoir en bénéficier à des conditions comparables. Cet objectif doit constituer un principe directeur. Il exige que l'on se préoccupe tout particulièrement des besoins des petits emprunteurs qui sont ou peuvent être rendus solvables.

2- Le coût du crédit doit être aussi bas que possible.

La réalisation de cet objectif impose le développement de l'organisme de crédit qui concurrencera les prêteurs informels et dont l'intervention se traduira par un accroissement de l'offre de capitaux, un affaiblissement de la position des bailleurs privés, un abaissement des coûts de gestion et une diminution de risques.

3- Il convient de réduire dans toute la mesure du possible les risques courus par l'emprunteur, l'établissement de crédit. Pour réduire les risques inhérents à développer la vulgarisation agricole et les mesures de contrôle. Et pour protéger les riziculteurs contre les risques inévitables, on peut constituer des fonds spéciaux de prévoyance pour le cas de sécheresse, d'inondation ou d'autres calamités naturels, et organiser l'assurance récolte en assouplissant les conditions de remboursement de prêts, on peut permettre aux riziculteurs de se relever plus facilement après une calamité de cette nature.

L'établissement doit aussi se préoccuper de réduire les risques inhérents à ses opérations propres de crédit, une politique de prêt trop libérale compromettrait son activité même et à longue échéance, serait néfaste pour l'emprunteur. Toutefois, le crédit statique ne se transformera jamais en crédit dynamique si l'établissement se borne à des opérations tout repos ou exige une forte marge d'avoirs tangibles à titre de garanties.

Les différentes formes de garanties collectives, en particulier dans le cadre des sociétés coopératives, présentent l'avantage de se fonder sur des avoirs élargis et d'inciter ceux qui y souscrivent à surveiller de près l'emploi des fonds. Il n'en reste pas moins que

la réduction des risques repose essentiellement sur la bonne gestion administrative de l'établissement de crédit et sur le sérieux de ses méthodes financières.

Pour l'estimation de garanties et l'exercice de contrôle, il faut que l'OTIV dispose d'un personnel suffisant en qualité comme en quantité, qu'il fasse appel au renseignement local et suscite des responsables locaux.

4- Les prêts doivent être aménagés selon la convenance des emprunteurs. Il faut que les formalités nécessaires soient simples, que la durée des prêts soit réglée en fonction des rentrées escomptées, que l'échéance puisse être reculée en cas d'événement exceptionnel, que les garanties choisies rencontrent l'agrément de l'emprunteur et que celui-ci puisse les donner sans s'exposer à une gêne excessive, qu'enfin, les dispositions concernant les prêts soient prises suffisamment à l'avance pour que le riziculteur puisse établir convenablement son programme de travail. Il faudra veiller à la sélection, à la formation et à l'orientation du personnel de l'établissement. Ils créer autour d'eux un climat de sympathie et se familiariser avec le milieu local

Section 3- Au niveau des bénéficiaires

Il est vrai que le comportement rationnel découle de plusieurs choses dont ne dépend pas seulement du riziculteur. Malgré tout, les paysans doivent changer leur comportement vis-à-vis de l'organisme prêteur : ils doivent faire preuve d'une certaine honnêteté. Ceci est nécessaire pour créer un climat de confiance mutuelle entre les bénéficiaires et l'organisme prêteur.

L'honnêteté se traduit souvent par :

- Le remboursement dans un délai déterminé
- L'utilisation de l'argent à des fins productives.

Aussi, les bénéficiaires doivent savoir se collaborer entre eux. On dit souvent : « aleo very tsikalakalam-bola toy izay very tsikalakalam-pihavanana ». il faut remettre en valeur la culture malgache car on ne peut pas sortir de la pauvreté sans cette valeur: la solidarité doit passer avant tout si on veut assurer la cohésion sociale.

Section 4-Le travail social et les travailleurs sociaux

La notion de travail social est une notion aussi ancienne que l'humanité elle-même. En effet, à chaque époque et dans chaque société, les problèmes et les difficultés de nature sociales ont toujours existés. Ils demandent à être résolus soit au niveau local, soit à un

niveau plus global. Cela signifie que chaque époque et chaque société présentent des problèmes particuliers mais aussi que les réponses ou les solutions apportées à ses problèmes seront différentes suivant les cas et auront un caractère spécifique.

Définitions :

-Lors de la première conférence internationale de service social en 1928 avait défini le travail social comme étant : l'ensemble des efforts visant à soulager les souffrances provenant de la misère, à replacer les individus dans des conditions normales d'existence, à prévenir les fléaux sociaux, à améliorer les conditions sociales, à élever pour tous et dans tous les domaines le niveau de l'existence.

-En juillet 2001, l'association internationale des écoles de travail social et la fédération internationale des travailleurs sociaux ont adopté la définition internationale suivante : le travail social comme profession s'emploie à promouvoir le changement social de même qu'il aide les personnes à se donner du pouvoir et à se libérer en vue d'un plus grand bien-être. Il s'appuie sur des théories du comportement humain et des systèmes sociaux, en intervenant dans le champ des interactions entre les personnes et leur environnement. Les droits de la personne et la justice sociale sont des principes fondamentaux de l'action en travail social.

-Au début du 20^{ème} siècle, les détresses individuelles et sociales sont considérées comme des problèmes sociaux. Et en même temps que telles, elles devaient-être traitées au moyen de méthodes et de connaissances spécialisées. Il ne s'agit plus de faire la charité mais d'adapter l'individu à la société et réciproquement la société au besoin humain. C'est pendant cette période que se constitue une science, une technique, une organisation, une profession de l'assistance : c'est le travail social.

- En 1948, STREIGER Emma l'a défini comme suit : le travail social aide à satisfaire de façon organisée et méthodique les besoins vitaux des individus, des familles ou des collectivités, en développant l'initiative personnelle et le sens de l'entraide.

-En 1964, les Nations- Unies ont donné la définition suivante : travail social est une activité organisée visant à aider l'adaptation réciproque des individus et de leur milieu social c'est-à-dire de faire face à leurs besoins et de résoudre les problèmes que pose leur adaptation à une société en évolution, grâce à une action coopérative pour améliorer les conditions économiques et sociales.

Buts du travail social

Si les buts généraux sont déjà fixés dans les définitions du travail social, les buts concrets varient suivant les organismes de service social :

-les uns visent de façon générale l'aide sociale sous toutes ses formes

-certains autres organismes visent un objectif particulier : lutte contre l'alcoolisme, lutte contre la prostitution

8Tous ces services sociaux ont pour objectif commun d'améliorer les conditions de la vie humaine, d'assurer la satisfaction des besoins vitaux, de combattre les maladies, d'améliorer la santé, d'aider ce qui sont dans la détresse ou dans le besoin, de relever ce qui sont tombés, de ramener ce qui sont déroutés, ainsi que de prévenir les mauvaises situations évitables. Enfin, le travail social vise aussi le développement ordonné et planifié des communautés.

Rôles des travailleurs sociaux :

Ainsi, les travailleurs sociaux auront alors à jouer un rôle primordial d'acteur de développement dans toutes les instances et à toutes les étapes de ce processus de développement. Il leur appartient de :

- Soutenir la population, se donner une nouvelle mentalité de battant en essayant de retrouver la cohésion et la solidarité qui ont toujours existées ;
- Aider chacun de prendre conscience de ses devoirs et ses responsabilités ;
- ne pas juger les personnes qui demandent leur service mais de rechercher avec elles la solution à leur difficultés ;
- Mesurer les conséquences, les impacts ou les répercussions de leurs interventions dans la vie des personnes,
- Participer aux biens-être générales en ne se substituant pas aux responsabilités des personnes et groupes, mis en offrant leur compétence comme moyen de promotion individuelle et collective.

Si les entités concernées prennent chacune sa part de responsabilité, on pourrait faire face à un système de crédit viable tant pour les paysans que l'organisme prêteur. Ainsi, les populations et même toutes les catégories de population auraient leur part de résultats réduisant la grande différence entre les riches et les pauvres.

Le développement se complète et fonctionne dans une interdépendance étroite et tous les agents doivent travailler efficacement dans une collaboration totale. Ici, le développement est pris comme un moteur où le manque d'une pièce provoque un dysfonctionnement total.

.

CONCLUSION GENERALE

Au terme de ce stage, nous pouvons dire qu'il nous a apporté de réelle connaissance tant au niveau professionnel qu'au niveau pédagogique. Il nous a permis d'en savoir beaucoup plus sur le monde du microcrédit et la situation des ruraux en matière de crédit en milieu rural. Il nous a permis entre autre de pratiquer nos cours sur la micro finance et crédit mutuel et la méthodologie de recherche.

Nos niveaux de connaissances en matière de microcrédit se sont accrus suite aux différentes observations et contact avec les responsables de l'organisme de crédit et les paysans surtout.

En ce qui concerne le thème, nous pouvons dire que nous avons eu les données nécessaires pour l'analyse profonde et ensuite donner quelques propositions d'actions malgré notre emble expérience.

En réalité, les habitants de Tsararano sont composés en majeure partie de riziculteurs. Le paysage constitué de rizières témoigne de la célébrité de la commune dans la production de riz. En outre, la commune est réputée pour être un grand producteur de Marovoay mais depuis quelques années, on a pu remarquer une diminution importante de la production rizicole. Des difficultés socio-économiques sont à l'origine de cette baisse. L'ouverture de l'OTIV a donné aux paysans un certain espoir de pouvoir élever à nouveau leur production pourtant le système d'octroi de crédit est encore très sélectif et par conséquent fait que les petits exploitants et paysans sans terre soient exclus.

Généralement, des dimensions socio-économiques et psychosociologiques déterminent l'accessibilité de la population ou non au crédit fourni par une mutuelle d'épargne et de crédit comme l'OTIV. Encore, le comportement de la population face au crédit est aussi influencé par des facteurs socio-économiques. Concernant la capacité de remboursement, elle découle surtout du comportement de la personne en question et de son expérience. Nous avons pu constater que le monde du microcrédit rencontre des problèmes non-seulement au niveau de l'OTIV, mais aussi et surtout au niveau de la population. Ces problèmes méritent d'être résolus à tous les niveaux par la prise de responsabilité des différentes entités concernées à savoir : l'Etat, l'OTIV, la population et les travailleurs sociaux.

Ainsi :

- L'Etat doit jouer un rôle de premier plan en appliquant des programmes de développement viables et en assurant des investissements et services publics nécessaires particulièrement dans le domaine social.
- L'OTIV doit répondre aux vrais besoins de la population. Pour ce faire, le crédit doit être équitablement dispensé, son coût être aussi bas que possible, il

convient de réduire dans toute la mesure du possible les risques courus par l'emprunteur et enfin, les prêts doivent être aménagés selon la convenance de l'emprunteur.

- La population doit faire preuve de solidarité envers ses compatriotes et vis-à-vis de l'organisme de crédit, afin de créer un climat de confiance mutuelle, elle doit faire preuve d'une certaine honnêteté.
- Quant aux travailleurs sociaux, leur rôle consiste à soutenir la population en essayant de retrouver la cohésion et la solidarité qui ont toujours existées, identifier les vrais besoins de cette population, la conscientiser et l'inciter pour qu'elle prenne sa responsabilité.

En apportant ces changements et modifications au niveau de l'Etat, l'organisme de crédit et la population, nous pouvons faire face à un système de crédit viable tant pour les paysans que pour l'organisme de crédit.

Mais avec ce système de crédit viable qui permet d'augmenter la production améliorant ainsi le rendement, arrivons-nous à atteindre la sécurité alimentaire en milieu rural ?

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages généraux

- BOURDIEU(P), SAY : le déracinement, édition LE MINUIT
- DURKHEIM(E) , De la division du travail social , livres II & III, 1893
- FARCI (H) « L'économie agricole », édition SIREY, 1970
- KENNETH(A) : The limits of organisation, 1974
- PASSET (R) « Politique de développement », édition DALLOZ, 1969
- PERROUX (F) dans « L'économie du 20^e siècle », PUF 1961, p557
- ROUSSEAU(G) : Les pauvres dans le monde rural, édition SOS, paris 1963.
- SAUVY (A). « Théorie générale de la population », PUF, 1966.
- VILLENEUVE (M) « Les obstacles à la mécanisation agricole rationnelle dans les pays en voie de développement », édition LA PORTE, 1963, CEDES

Ouvrages spécifiques

- ADE CHOUBOU (M) et WOODFIN (J) « Documents de stratégie nationale de Micro finance », 2004.
- BELSHAW. (H). « Le crédit agricole dans les pays économiquement sous-développés » études agricoles de la FAO 4^e édition, 1959.
- BOURDIEU(P), SAY : le déracinement, édition le minuit
- DUFOURNET(R) : Riziculture malgache, Juin 1961
- ROQUEPLO (J.A) « Le crédit mutuel, son application moderne dans le crédit différé », Aire General du Droit de Jurisprudence.
- Colloque de Mantsoa 23-25 Février 1967, « les structures de base du développement agricole à Madagascar »
- Mémoire :
 - * Implication du microcrédit dans la vie de la population malgache
 - *Dynamique urbaine et crédit mutuel
 - *Les problèmes de développement à Madagascar

Documents officiels

- Loi n° 2005-016 du 29 septembre 2005 relative à l'activité et au contrôle des institutions de micro finance, art 3

- La n° 2005-016 du 29 septembre 2005 relative à l'activité et au contrôle des institutions de micro finance, art 5

Revues

- Etudes du tiers monde : institutions et développement agricoles, PUF 1965
- Terre malgache n° 17, 1975

TABLES DES MATIERES

INTRODUCTION GENERALE	1
PARTIE I-CADRE THEORIQUE ET PRESENTATION GENERALE.....	7
Chapitre I-Aspects théoriques.....	9
Section1-Approche conceptuelle	9
1-Le développement selon le RMDH	9
2-Le développement selon F. PERROUX.....	9
3-La notion de développement économique.....	10
Section 2-Approche sociologique.....	10
1-L'importance de la confiance dans les rapports sociaux	10
2-Le degré de rationalité d'une action	11
3-La nécessité d'une formation.....	11
4-Caractéristiques des sociétés paysannes et inaccessibilité au crédit	11
5-Catégories sociales et capacités de remboursement.....	12
6-Théorie Durkheimienne	12
Section 3-Approche psychosociologique.....	13
1-L'agriculteur opère dans le milieu biologique	13
2-L'agriculteur est un pole de décision	13
Section 4-Approche structurelle dans les pays sous développés.....	14
1-Domination intérieure	14
2-Domination extérieure.....	15
Section5-Approche participative.....	15
Section6-Etat du secteur de la micro finance.....	15
1-La micro finance.....	15
2-Le microcrédit	16
3-Autres définitions.....	16
4-Historique de la création des institutions de micro finance	17
Chapitre II-Profils monographiques.....	19
Section1-Historique, situation géographique, délimitation administrative.....	19
1-Historique.....	19
2-Situation géographique et délimitation administrative.....	21
Section 2-Données socio-économiques.....	21
1-Données démographiques	21

2-Education.....	22
3-Santé et assainissement	23
4-Sécurité.....	23
5-Sports et culture.....	23
6-Transport et infrastructures routières	23
7-Activités lucratives.....	23
8-Les organismes et intervenants opérant dans la commune	25
PARTIEII-DYNAMIQUE PAYSANNES ET MICROCREDIT A TSARARANO	26
Chapitre III-Dynamique social global.....	28
Section1- Situation de dynamique de groupe	28
1-Les difficultés de la population.....	28
2-La nécessité d'un projet de développement	30
3-Les projets de développement	30
Section 2-Les forces productives et rapport de production.....	30
1-Les forces productives.....	30
2-Les rapports de production.....	32
Chapitre IV-Intervention de l'OTIV dans la commune.....	36
Section 1-Présentation de l'OTIV.....	36
Section 2-Collecte d'épargne	36
1-Le dépôt à vue	36
2-Le dépôt spécialisé.....	36
3-Le dépôt à terme	36
4-L'épargne retraite.....	37
Section 3-Le crédit.....	37
1-Caractéristiques du crédit.....	37
2-Définition et objectif du microcrédit.....	38
3-Les conditions et procédures d'octroi de crédit.....	38
Section 4-Les forces et faiblesses de l'OTIV.....	39
1-Les forces.....	39
2-Les faiblesses	39
Chapitre V-Résultats des enquêtes et analyses.....	41
Section 1-Caractéristique des enquêtés.....	41
Section 2-Les obstacles à l'accessibilité au crédit.....	42
1-Absence d'épargne.....	42

2-L'inexistence de biens matériels qui peuvent servir de garanties.....	42
3-Absence de solidarité.....	42
Section 3-Analyse de ces facteurs de blocage.....	43
1-Perte de valeur de la solidarité.....	43
2-Les difficultés financières.....	43
3-La structure foncière.....	44
Section 4-Impacts directs /indirects de l'accessibilité au crédit.....	44
1-L'octroi de crédit a permis de finir à temps le travail.....	44
2-L'octroi de crédit a permis d'acheter des intrants agricoles.....	44
3-L'octroi de crédit a permis d'étendre la superficie cultivée.....	44
4-Le crédit a permis de subvenir aux périodes de soudure.....	44
Section 5-Analyse des comportements des riziculteurs face au crédit.....	45
1-Situation financière	45
2-La formation.....	45
Section 6-Les facteurs déterminants la capacité de remboursement.....	46
1-Le comportement des riziculteurs face au crédit.....	46
2-L'ancienneté.....	46
Section 8-Approche comparative.....	47
1-Le système tsanga-kazo ou vary maitso	47
2-Le prêt-paysan fourni par l'OTIV.....	47
3-L'entraide.....	49
PARTIE III-APPROCHE PROSPECTIVE.....	50
Chapitre VI-Bilan.....	52
Section 1-Analyse sociologique.....	52
Section 2-Bilan.....	53
Chapitre VII-Recommandations.....	55
Section 1- Au niveau de l'Etat.....	55
Section 2-Au niveau de l'OTIV.....	56
1-Personnel et conditions de travail	56
2-Sur le plan technique et pratique.....	56
Section 3-Au niveau des bénéficiaires.....	58
Section 4-Le travail social et les travailleurs sociaux.....	58
CONCLUSION GENERALE.....	62
TABLES DES MATIERES.....	66

LISTE DES TABLEAUX

<u>Tableau1</u> -Répartition par catégories de l'échantillon	4
<u>Tableau2</u> -Répartition de l'échantillon par catégories et par sexe	5
<u>Tableau3</u> -Répartition de la population par tranche d'âge.....	21
<u>Tableau4</u> -Mouvement de la population.....	22
<u>Tableau5</u> -Chronogramme des travaux dans les rizières.....	31
<u>Tableau6</u> -Equipements et matériels agricoles.....	31
<u>Tableau7</u> -Répartition des exploitations rizicoles des enquêtés.....	33
<u>Tableau8</u> -Différence entre prêt-paysan et tsanga-kazo.....	48

GUIDE D'ENTRETIEN AUPRES DES AUTORITES LOCALES

1) Identification

- fonction (andraikitra sahanina)
- année d'occupation du poste (fotoana nahazoana io toerana io)

2) Connaissances de la Région (mikasika ny faritra)

- Quels sont les atouts, potentialités et faiblesses de la commune ?

- Sur le plan économique (lafiny toe-karena)
- Sur le plan social (lafiny sosiahy)
- Autres (ankoatrany)

- Quels sont les problèmes sociaux et économiques de la commune ?

(Inona avy ireo oalana ara-tsosialy sy ara- toe-karena sedrain'ny kaominina)

- Quels sont les traits spécifiques de la commune ?

(Inona no tena mampiavaka ny kaominina?)

- Quelles sont les traditions encore respectées ?

(Inona avy ireo fomba-drazana mbola manan-danja ?)

- Pratique (fomba fanao)
- Interdit (fady)

3) Connaissance de l'OTIV (mikasika ny OTIV)

- Quels sont les apports de la présence de l'OTIV ?

(Inona ny tombotsoa azo avy amin'ny fisian'ny OTIV?)

- Sur le développement économique de la commune
(eo amin'ny fandrosoana ara-toe-karena ny kaominina)

- Sur le développement social de la commune
(eo amin'ny fandrosoana ara-tsosialy ny kaominina)

4) Concernant le crédit (mikasika ny trosa)

- Est-ce qu'il y a des formes d'incitation de la population locale à étendre leurs activités et éventuellement à solliciter des organismes de crédit ?

III

(Misy fanentanana manokana ny mponina ve, mandrisika azy ireo hanitatra ny asa ataony sy hanatona ireny toerana findraman-bola ireny ?)

- En cas de besoin en matière de crédit, à qui les gens ont-ils recours ?

(Raha misy ilàna vola ka tsy maintsy mitrosa, iza no tena antonin'ny olona?)

QUESTIONNAIRE AUPRES DES PERSONNELS DE L'OTIV

1) fonctionnement de l'OTIV

- est ce que l'OTIV effectue une étude de faisabilité avant l'ouverture d'une caisse ?

(Manao fanadihadiana ve ny OTIV alohan'ny isokafany amin'ny toerana iray?)

- En quelle circonstance les facteurs économiques, socio-culturels et politiques sont-elles considérées ?

(Fotoana manao ahoana ny lafiny toe-karena, sosialy, koltoralany no omena lanjany manokana ?)

- Y a-t-il des campagnes de sensibilisation régulières en faveur de l'adhésion de la population?

(Misy fanentanana matetika ve handrisika ny olona hiditra ho mpikambana ao amin'ny OTIV?)

2) Politique de l'OTIV

- Quels sont les objectifs de l'OTIV

(Inona avy ireo tanjona ny OTIV?)

- Existe-t-il une population cible bien définie?

(Misy sarangan'olona kendrena manokana ve ?)

3) Problématique de l'accessibilité à l'OTIV

- Quels sont les facteurs qui empêchent la population d'accéder au crédit ?

(Inona avy ireo vato misakana tsy ahafahan'ny olona mindrambola

- Quels sont les conditions et procédures d'octroi de crédit?

(Inona avy ny fepetra takiana ahazoana mindram-bola?)

4) Impacts directs/ indirects de l'accessibilité au crédit

- Quels sont les apports du crédit au développement économique et social ?

(Inona no entin'ny fampidramam-bola eo amin'ny fampan-drosoana ny toe-karena sy ny sosialy ?)

- Quels sont les rôles du crédit agricole?

(Inona no anjara asan'ny fampidramam-bola natokana ho an'ny fambolena ?)

‘GUIDE D’ENTRETIEN AUPRES DES RIZICULTEURS

1) Question ménage (fiaina,-tokantrano)

- Taille du ménage (isn’ny olona ao an-tokantrano)
- Nombre d’enfants à charge (isan’ny ankizy sahanina)
- Source de revenu (fidiram-bola)

2) Riziculture (voly vary)

- Superficie cultivée (velaran-tany ambolena)
- Rendement par ha (vokatra azo isaky ny ha)
- Technique culturale (teknika ampiasaina amin’ny fambolena)
- Quantité de production vendue (habetsaky ny vokatra amidy)
- Lieu de vente (toerana ivarotana azy)
- Période de vente (fotoana ivarotana azy)
- Cause de vente (antony ivarotana azy)
- Problèmes rencontrés (ny olana sedraina eo amin’ny varotra)

3) Question foncière (mikasika ny tany)

2- Surface totale de parcelle (haben’ny velaran-tany rehetra)

- Mode d’appropriation d’appropriation de terrain (fomba nahazoana ny tany) : héritage(lova) ; achat(novidiana) ;autres

4) OTIV

- Etes-vous membre de l’OTIV ? (mpikambana ao amin’ny OTIV ve ianao ?)
- Accédez-vous au credit offert par l’OTIV? (Manan fahafahana mindram-bola ao amin’ny OTIV ve ianao ?)

SI OUI, Quels en sont les avantages pour la riziculture?

(Raha eny, inona ny tombotsoa azo raha ny fambolem-bary no resahina?)

- Pour vous, quels sont les rôles du crédit agricole ?

(Ho anao, inona ny anjara asan’ny fampidramam-bola natokana ho an’ny fambolena?)

VI

SI NON, quels sont les facteurs qui vous empêchent d'y accéder ?

(Raha tsia, inona ny antony tsy ahazoanareo mindram-bola?)

- Quels sont les méfaits de cette inaccessibilité?

(Inona ny voka-dratsin'ny tsy fahafahana mindram-bola?)

- Sur le plan social (eo amin'ny lafin'ny sosialy)
- Sur le plan économique (eo amin'ny lafin'ny toe-karena)